

Magouilles politiciennes autour des élections à la proportionnelle

P. 4

lutte ouvrière

Les a-coups du dollar

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 877 - 23 mars 1985 - prix : 6 F

P. 10 et 11

SNCF, Renault, Transports urbains...

la grève c'est l'arme

des travailleurs

Iran - Irak :

les peuples s'entretuent pour les marchands de canons

P. 20



sommaire

Dans le monde

Page 8 :

— Attentat en Guadeloupe : un acte qui ne renforce pas le camp des opprimés.

Page 9 :

— Il y a 25 ans, en Afrique du Sud : l'explosion de colère de Sharpeville.

Pages 10 et 11 :

— USA : dans l'Ohio, l'Etat vole au secours de 71 banques.

— Derrière les à-coups du dollar...

— Brésil : opérations délicates.

Page 12 :

— Grande-Bretagne : nouvelles mesures contre le niveau de vie des travailleurs.

Page 20 :

— Iran-Irak : les peuples s'entretuent pour les marchands de canons.

En France

Page 4 :

— Impôts : on fait payer les pauvres.

— Chômage : toujours en augmentation, malgré les statistiques trompeuses.

Page 5 :

— Magouilles politiciennes autour des élections à la proportionnelle

Page 6 :

— Le procès des frères Willot : le capitalisme c'est le vol.

— Delsey : non-grévistes contre grévistes, c'est le patron qui gagne.

Page 7 :

— Tapie remet ça.

— Laxiste, la justice ? Ça dépend pour qui !

Page 13 :

— RATP Championnet : un accident grave.

— A la RATP, c'est toujours l'union de la gauche et de la rigueur.

Page 14 :

— Aérospatiale Toulouse : des conditions de travail qui se dégradent.

— Niederbruck (Haut-Rhin).

Page 15 :

— SNCF : la grève des roulants.

— Renault Le Mans : la CGT veut bien qu'on débraye... mais sous sa direction !

Page 16 :

— Montand vous parle : un français très moyen.

Culture

Page 17 :

— Livres : *Nos illusions perdues* d'A. Rayski ; *Les lauriers de cendre* de N. Rouland.

Pages 18 et 19 :

— Films : *Staline* ; *Louise l'insoumise* ; *La rivière* ; *Voyage à Cythère* ; *Les spécialistes*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

Esprit sportif

« On a gagné ! ». Bordeaux l'a emporté sur Dniepropetrovsk en match retour des quarts de finale de la Coupe d'Europe, mais « on a eu chaud ». Vraiment, ce fut de justesse.

Dans le monde du sport, l'esprit « sportif » et la courtoisie sont de rigueur. Jugez-en. Les Soviétiques, lorsque des équipes étrangères jouent chez eux, ont paraît-il l'habitude de multiplier les tracasseries. Un joueur, délégué par les Bordelais, n'a même pas reçu l'autorisation d'aller observer l'entraînement des joueurs de Dniepropetrovsk — secret d'Etat. Et puis surtout, la délégation française était menacée, sous prétexte d'un brouillard au-dessus de Krivoï-Rog (la ville de la rencontre) de devoir prendre un train (long et fatigant) au lieu de l'avion, pour se rendre sur place, car les Français étaient logés à Kiev, à plusieurs centaines de kilomètres de là. Brouillard réel ou diplomatique ?

Du côté de la délégation

française — flanquée d'un huissier pour prendre acte de tous les manquements et entorses — les Bordelais se sont comportés en Normands. J'y va-t'y, j'y va-t'y pas ? En effet le résultat du match aller n'était pas fameux pour Bordeaux, qui craignait d'être éliminé. Refuser le match sous prétexte d'une mauvaise volonté des Soviétiques, c'était donc peut-être le moyen « élégant » de tirer son épingle du jeu, sans être battu. Mais c'était aussi enfreindre le règlement et risquer de ce fait d'être sanctionné. Le risque majeur étant que Bordeaux se trouve interdit durant cinq ans de tout match en Coupe d'Europe. On comprend l'hésitation des Bordelais dont le président a déclaré successivement que le match serait reporté, puis que son équipe rentrerait à la maison, pour enfin accepter de rencontrer les Ukrainiens à Krivoï-Rog. En fin de compte, il a joué le bon cheval. Mais il s'en est fallu de peu.

Des profits bien gras

Si l'on en croit *Le Canard enchaîné*, la dernière conférence de presse des professionnels du lait partis en guerre contre la margarine, au nom de la défense du beurre et, paraît-il de notre santé, a été un échec.

Mais la guerre du beurre contre la margarine continue. Et de chaque côté les intérêts sont considérables.

Les grands de la production laitière nous assomment de leur publicité « le beurre, c'est de la vitamine » et cherchent à nous gaver de graisse animale. Leur obsession : nous faire avaler le plus vite possible leurs stocks, et surtout faire disparaître ce beurre européen subventionné et inépuisable, qui fait obstacle à la vente de beurre de qualité et de prix supérieurs.

De l'autre côté, les tenants de la graisse végétale, trust du gabarit de Lesieur et autre Unilever, tentent de nous persuader qu'avec les autres, « les beurriers », c'est à coup sûr le déséquilibre alimentaire et le cholestérol !

Bref, chacun cherche à faire son beurre aux dépens de l'autre et cela devient de plus en plus dur. Que voulez-vous ? c'est la crise !

Une vraie crise à l'image de notre société où la moitié du monde sous-alimentée regarde les gros bonnets de l'autre moitié crouler sous le beurre et patauger dans la graisse.

Savoir faire l'œuf

Grave problème soulevé par la RFA dans la Communauté européenne : les poules d'Europe ont le stress. Figurez-vous que, si les poules ne disposent pas d'une aire de 450 cm², elles dépriment et ne pondent plus qu'à un rythme très réduit.

Or la plupart des pays communautaires (dont la France) n'accorderaient que 400 cm² à la poule.

Heureusement, solidarité oblige, *Le Canard (enchaîné)* a volé au secours des gallinacés dépressifs.

A lui la palme !

Quelle tête sous le béré

Bérégovoy s'est fait voir (grâce à la télé) au BHV, et puis chez Darty. Il vérifiait que les

prix ne grimpaient pas plus qu'il n'est autorisé. Il fut très satisfait. Il y avait même des baisses : des articles en promotion.

On ne voudrait pas lui faire de la peine, mais ça arrivait même sous Giscard... Mais ce qui serait surprenant, ce serait non pas tant de voir Béré faire ses emplettes dans un grand magasin, que de le voir réussir à vivre avec le salaire moyen qu'il donne par exemple aux fonctionnaires de son ministère. Alors là, vraiment, on pourrait lui tirer son chapeau, à Béré.

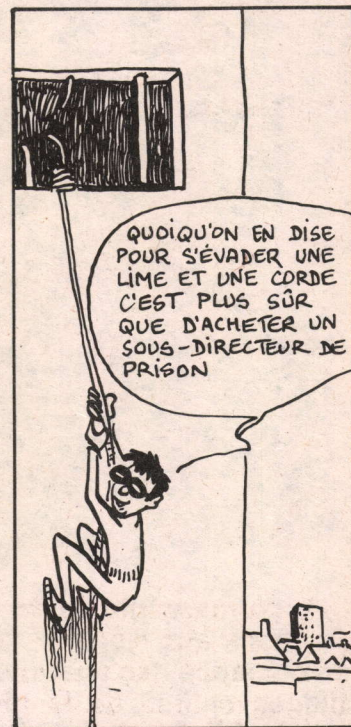
Il y avait erreur sur la marchandise

Fleury-Mérogis, la prison ultra-moderne bourrée de gadgets anti-évasions, a échappé de justesse à la septième depuis son ouverture.

Avec deux évasions réussies sur trois tentatives, Bruno Sulak faisait pourtant figure de spécialiste dans le genre. Cette fois, il s'était payé un sous-directeur et un gardien de la prison, quatre millions pièce.

Mais il connaît sans doute mieux les lois du « milieu » que les lois du marché, car tout a raté au dernier moment. Il s'était fait rouler. On ne lui avait refilé qu'un sous-directeur et un gardien stagiaires.

Comme quoi il ne suffit pas d'avoir de l'argent, encore faut-il savoir l'utiliser.



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

La grève, c'est l'arme des travailleurs

CETTE semaine, après la grève des roulants de la SNCF, il y a eu des grèves à Renault et des grèves à la RATP dans la Région parisienne, ainsi que dans les transports publics des grandes villes de province.

Les cheminots réclament entre autres un aménagement de leurs horaires, les travailleurs de la RATP de meilleurs salaires et ceux de Renault s'opposent au plan de licenciements que préparent leur direction et le gouvernement. Mais chacune de ces grèves, avec ses revendications particulières, traduit un mécontentement qui, lui, est général.

Car en quelques années ce n'est pas seulement tel secteur, telle catégorie, telle branche ou telle corporation qui ont subi les mauvais coups des patrons. C'est toute la classe ouvrière qui a vu sa situation se détériorer. D'un côté le chômage atteint des proportions telles que rares sont les familles ouvrières qui ne sont pas touchées. Mais dans le même temps le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent a diminué entre autres parce que la menace du chômage pesait sur les travailleurs et les incitait à laisser faire de crainte de perdre leur emploi. Et profitant de cette situation, on a vu le patronat, secondé activement par le gouvernement, remettre en question les quelques avantages que les travailleurs avaient acquis. On les a vus remettre en cause les protections sociales, s'en prendre au droit à la santé, aux garanties des chômeurs.

Et ce n'est pas fini. Le patronat et le gouvernement ont l'intention de continuer sur leur lancée. C'est pourquoi il y aura des luttes sociales. Parce que les travailleurs sont bien obligés de se défendre !

Et tout le problème aujourd'hui c'est que, face à cette offensive générale du patronat et du gouvernement, les travailleurs se défendent secteur par secteur.

Ainsi cette semaine les grèves de la SNCF et de la RATP ont touché et gêné des travailleurs qui ont été privés de moyens de transports. Et certains ont peut-être été tentés d'incriminer les grévistes, de s'en prendre aux cheminots ou aux agents de la RATP. Certains ont peut-être été tentés de dire, comme une

partie de la presse qui a tout intérêt à répandre ce genre d'idées, que les travailleurs de ces secteurs n'étaient pas les plus à plaindre puisqu'ils avaient un emploi, et qu'ils abusaient de leur situation. Leur devise, c'est « travaille et tais-toi ».

C'est un comble. Quand ceux qui travaillent revendiquent pour leur salaire, on leur dit qu'ils devraient s'estimer heureux d'avoir du travail. C'est avec de tels arguments qu'on essaie de dresser les travailleurs les uns contre les autres.

Comme si les seuls vrais privilégiés n'étaient pas les exploités, les bourgeois, leurs familles, les profiteurs de toute sorte, mais certainement pas ceux qui n'ont que leur salaire d'ouvrier ou d'employé pour vivre.

Non, les travailleurs qui rentrent en lutte ne nuisent pas aux autres travailleurs. Au contraire ! Ils leur montrent que les problèmes que chacun rencontre dans son entreprise, dans sa région, sont les mêmes d'un bout à l'autre du pays. Et pour cause. Puisque ces problèmes sont dus à une offensive d'ensemble du patronat, contre l'ensemble de la classe ouvrière. Ils les aident en faisant reculer ceux qui veulent s'en prendre à la classe ouvrière.

Et si quelque chose est anormal dans une grève comme celle des cheminots ou de la RATP ce n'est pas que les transports aient manqué ce jour-là pour se rendre au travail mais que tous ceux qui étaient gênés pour aller travailler n'aient pas été appelés à faire grève en même temps.

Oh bien sûr, une grève générale ne se fait pas sur commande. Il faut que les travailleurs y soient prêts, et cela ne se fait pas en un jour.

Eh bien cette semaine nous aurons eu, grâce aux travailleurs de Renault, de la SNCF, de la RATP, l'occasion de nous poser la question : n'est-il pas temps de se préparer à une riposte générale de l'ensemble de la classe ouvrière, contre le patronat, contre ceux qui sont aujourd'hui au gouvernement et contre ceux qui rêvent d'y revenir, contre le chômage et contre la dégradation de notre niveau de vie. Et la réponse est oui, car nous n'avons pas d'autre choix.

Arlette LAGUILLER

LIBAN

Après l'invasion israélienne la menace d'une guerre civile exacerbée

Le 20 mars, plusieurs centaines de parachutistes israéliens appuyés par des blindés et des hélicoptères ont lancé des opérations de ratissage contre sept villages chiites de la région de Saïda, région que l'armée israélienne avait évacuée il y a à peine plus d'un mois.

En fait, depuis qu'Israël a annoncé sa décision de se retirer du Liban, décision qui devrait être effective dans deux mois, son armée a multiplié les opérations destinées à terroriser la population chiite du Sud-Liban.

Dans le même temps, dans tout le pays, les « Forces Libanaises », formation qui regroupe l'essentiel des milices chrétiennes, sont entrées en dissidence contre le gouvernement d'Amin Gemayel, qu'elles accusent de faiblesse à l'égard des factions arabes, et de com-

plaisance vis-à-vis de la Syrie. Sous la direction de leur leader, Samir Geagea, ces « Forces Libanaises » refusent de reconnaître l'autorité d'un régime qui ne serait pas dominé par la droite chrétienne. Et des combats les ont opposés aux unités arabes des forces gouvernementales libanaises, combats qui avaient pour objectif dans un premier temps le contrôle du quartier chrétien de Beyrouth-Est, et qui se sont étendus ensuite un peu partout dans le pays, jusqu'à Saïda, presque sous le nez

des troupes israéliennes.

Si, comme le dit la presse, les « Forces Libanaises » parvenaient à recueillir l'appui d'une grande partie de la population chrétienne, on voit mal comment le régime de Gemayel, déjà bien affaibli par son impuissance à régler les conflits entre factions adverses, pourrait disposer d'une quelconque autorité, au moment où l'essentiel des milices chrétiennes, qui furent pendant si longtemps l'instrument du clan Gemayel, se retourne contre lui.

La situation au Liban est donc revenue non seulement à ce qu'elle était au cours de la guerre civile, avant l'invasion israélienne, mais même à quelque chose de pire encore. En

fait, l'invasion israélienne n'a fait qu'attiser les haines entre communautés. Et l'appui ouvert que la droite chrétienne a apporté à Israël contre les forces palestiniennes et leurs alliés n'a pu que créer de nouvelles rancœurs dans la population arabe. Et qui oubliera le rôle sinistre joué par la milice chrétienne de l'ex-commandant Haddad, équipée, armée et téléguidée par l'état-major israélien, dans les massacres de Sabra et Chatila ?

L'invasion de l'armée israélienne a semé la haine et son retrait va faire renaître au Liban une guerre civile peut-être plus impitoyable qu'elle n'a jamais été dans le passé.

F. R.

Grand cœur et faux cul !

Interrogé lors de sa cause-ris mensuelle « Parlons France » sur ce qu'il pense du badge « Touche pas à mon pote », Fabius s'est presque excusé de ne pas le porter.

Vous comprenez, un Premier ministre ne peut pas porter un badge... mais dans mon cœur je porte une bannière anti-raciste, a-t-il déclaré en substance.

Nous n'allons pas radiographier notre Premier ministre pour voir de quels badges son cœur est bardé. Avec la politique anti-ouvrière qu'il mène et qui est une des causes de la montée du racisme, il doit souvent avoir mal au cœur.

De même qu'ont dû avoir mal au cœur son prédécesseur Mauroy et le ministre de l'Intérieur de l'époque Defferre lorsqu'ils ont déclaré à propos de grévistes de l'automobile que c'étaient des fanatiques manipulés par des ayatollahs.

IMPÔTS

On fait payer les pauvres

Un rapport du Conseil des Impôts constaterait, selon la presse qui s'en est fait largement l'écho, que l'impôt serait inégalement réparti, parce que d'une part les « prélèvements obligatoires » seraient en hausse, alors que bon nombre de contribuables échapperaient à l'impôt par de multiples moyens plus ou moins avouables.

Bref, l'Etat ne rentrerait pas dans ses sous et il paraîtrait même que ce seraient les hauts et moyens salaires qui seraient du coup trop taxés. Si on en croit du moins des journaux pourtant sérieux et bien-pensants à gauche, tels que *Libération* ou *Le Matin*.

En fait, ce qu'avance la presse, c'est que les « prélèvements obligatoires » seraient de plus en plus lourds. Seulement ce terme est surtout bien commode pour noyer le poisson, puisqu'il englobe dans une même rubrique des choses aussi différentes que les cotisations sociales, les charges patronales, l'impôt sur le revenu et celui sur le

capital. Mais il n'explique rien, et en tout cas pas quelles sont les catégories sociales qui sont les plus visées par ces hausses.

Ce qui a augmenté effectivement dans les cotisations sociales, lors de ces dix dernières années (1973 à 1983), ce sont celles des salariés. De plusieurs façons. Déjà Giscard avait réduit les prestations sociales et augmenté les cotisations des salariés. Mais en 1983 à nouveau, avec le prélèvement de 1 % sur les revenus des salariés et la réduction des remboursements des frais hospitaliers, c'était encore aux salariés qu'on s'attaquait, pas seulement aux plus hauts. Ce qui n'empêchait pas en même temps que les cotisations patronales étaient réduites d'un point.

Alors effectivement, les charges sociales ont augmenté pour les salariés, puisque c'est à eux qu'on a demandé de payer pour pallier les effets de la crise et le chômage. Et loin d'avoir connu une amélioration des protections sociales, ce fut l'inverse.



Et pour l'impôt proprement dit, il en a été de même. L'impôt sur le revenu des personnes, qui touche principalement les salariés, a progressé en 10 ans de 4 à 6,1 points, cependant que celui sur les sociétés baissait de 2,1 à 1,9.

Et les impôts sur la consommation, qui touchent le plus injustement les plus défavorisés (puisque'ils y sont soumis au même titre que les autres), ont progressé eux aussi de 8,6 à 9 points.

Le Conseil des Impôts accuse aussi les contribuables de se débrouiller de plus en plus pour échapper à l'impôt. C'est sans doute vrai, et pas étonnant. Si on regarde le détail, le pourcentage des foyers non imposés est pour les salariés de 25 % et 44 % pour

ceux dont les revenus émanent du capital (actions et obligations). Pauvres, pauvres capitalistes, dont près de la moitié se voient ainsi dégagés de l'impôt !

Mais l'Etat aurait tort de se plaindre, car les riches n'ont pas forcément besoin de beaucoup tromper le fisc pour échapper à l'impôt, puisque c'est l'Etat lui-même qui a institué des combines diverses — dont l'avoir fiscal n'est qu'un exemple — pour permettre aux capitalistes d'échapper aux impôts.

Car l'avoir fiscal, si fort critiqué par la gauche lorsqu'elle était encore dans l'opposition, continue à sévir comme sous Giscard. D'ailleurs, de 1977 à 1982, le nombre de foyers ayant imputé un avoir fiscal a monté de 75 %. Et en

même temps le montant des avoirs fiscaux progressait de 86 %. Bien évidemment ce sont les plus riches qui en bénéficient et, grâce à ce moyen, non seulement ils peuvent se voir exonérés de tout impôt, mais même il s'avère que dans certains cas c'est l'Etat qui leur verse de l'argent.

Alors, oui, l'impôt est injuste. Oui il fait payer les salariés, et pas seulement les plus aisés, au profit des riches, de ceux qui vivent du capital, c'est-à-dire de leurs rentes et de l'exploitation du travail des autres. Oui, la boutade vieille d'un siècle, d'un homme d'Etat cynique, Talleyrand, est toujours valable : « On fait payer les pauvres, puisque ce sont les plus nombreux ».

Cécile BERNIER



Les TUC, c'est du TOC

La SNCF va utiliser des TUC. C'est-à-dire que des jeunes actuellement sans emploi deviendront stagiaires pour quelques mois, toucheront 1 200 F par mois de l'Etat, plus une prime de l'entreprise qui ne peut pas dépasser 500 F, et cela pour 20 h de travail par semaine.

Autant dire que ces jeunes effectueront du travail qui aurait pu être fait par des cheminots, mais seront loin de toucher la paie correspondant à ce travail.

En organisant les TUC, le gouvernement donne une moitié de travail pour moins d'une moitié de salaire à des jeunes. C'est habituer les jeunes à prendre n'importe quel travail en étant moins payé. Et avec une telle mesure, c'est faire accepter que le SMIC passe de 3 600 F à 1 200 F par mois.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF (Ateliers d'Oullins près de Lyon).

CHÔMAGE

Des chiffres en augmentation derrière des statistiques trompeuses

Dans *Parlons France*, Fabius a exprimé sa satisfaction devant les statistiques sur le chômage publiées par le ministère du Travail pour février : pour la première fois depuis des mois, le nombre des demandeurs d'emploi (correction faite des variations saisonnières) a officiellement baissé de 0,5 %, avec 2.421.000 inscrits.

Il faut croire qu'il se contente des statistiques, car la réalité des chiffres est différente.

D'abord, un signe moins (-0,5 %) ne fait pas le printemps de l'emploi, car il ne faut pas oublier qu'en un an le nombre officiel des chômeurs a tout de même augmenté de 10 %. Ensuite, tous les autres chiffres démontrent que la situation de l'emploi continue à se dégrader et que la baisse, symbolique, constatée en février est artificielle, toute la politique du gouverne-

ment consistant à diminuer, non pas le chômage, mais le nombre des chômeurs comptabilisés.

— 20.500 jeunes ont été placés en stages divers en février, contre 6.000 en février 1984 (des stages parkings, qui fournissent dans bien des cas de la main-d'œuvre quasi gratuite aux patrons, sans permettre aux intéressés de trouver un emploi).

— Plus de 100.000 TUC (les fameux « Travaux d'Utilité Collective ») ont été créés en quelques mois. Les communes et les associations se précipitent sur cette forme de travail sous-sous-rémunéré (1 200 F par mois, plus éventuellement 500 F), parfois même pour remplacer de vrais emplois. Mais cela fait autant de jeunes qui ne figureront plus dans les statistiques.

— Le nombre des « sorties de l'ANPE » a atteint le chiffre record de 351.400 en

février, contre 328.000 en janvier et 266.000 en février 1984. Ce chiffre contient déjà, bien sûr, les jeunes stagiaires, les « tucistes », et ceux qui ont réellement retrouvé du travail. Mais il contient aussi un tiers de radiations pures et simples du fichier, ce qui ne signifie pas du tout que les chômeurs en question ont été embauchés.

En fait, le nombre des licenciés « pour raisons économiques » continue de croître (+8,8 % en un mois et +2,3 % en un an) et l'ancienneté moyenne des demandes d'emploi a grimpé de 24 jours en un an, pour atteindre près de 11 mois.

Les propos rassurants de Fabius et ses statistiques truquées ne peuvent pas cacher son impuissance à empêcher le chômage de continuer à croître.

Claude CHARVET

Magouilles politiciennes autour des élections à la proportionnelle

Finalement Fabius a lâché une date. C'est au cours de la première semaine d'avril que le gouvernement déterminerait le mode de scrutin pour les législatives de 1986.

Cela faisait longtemps que c'était dans l'air. Mais les cantonales ont confirmé le Parti socialiste dans l'idée qu'il fallait essayer de modifier le mode de scrutin.

Le mode de scrutin actuel, le scrutin uninominal à deux tours, présente en effet l'avantage ou l'inconvénient (selon qu'on est majoritaire ou minoritaire) de donner une représentation parlementaire qui favorise outrageusement la formation ou la coalition majoritaire, en lui donnant un nombre d'élus qui dépasse largement celui auquel elle aurait droit selon la proportionnelle. C'est dans ce but qu'il a été instauré par De Gaulle en 1958. Et ce n'était, en fin de compte, que l'aboutissement d'une évolution. Car de 1945 à 1958, on a connu des modes de scrutin de plus en plus majoritaires qui contraignaient les petits partis à tout un jeu d'alliances électorales, s'ils ne voulaient pas être balayés de la représentation à la Chambre, et qui, s'ils ne les écartaient pas tout à fait, diminuaient du

moins sérieusement leur représentation.

Avec le scrutin mis en place en 1958, on pouvait être élu dès qu'on avait obtenu plus de 50 % des voix et ne pas l'être avec 49 % des suffrages.

Au lendemain des cantonales, la semaine dernière donc, tous les partis se sont penchés sur les projections faites pour 1986 à partir des résultats actuels. C'est ainsi que différents modes de scrutin ont été envisagés. Mais curieuse coïncidence, c'est toujours le mode de scrutin qui permet aux uns et aux autres partis politiques d'avoir le plus de sièges qui correspond le mieux à leur conception de la démocratie.

C'est bien sûr au nom de la démocratie et avec une belle hypocrisie que les partis de droite protestent contre l'idée d'une réforme électorale. Pourtant, s'il y a une chose dont ces politiciens ne se soucient guère c'est de la représentation démocratique de l'opinion des électeurs. Sinon, ils seraient favorables à la proportionnelle intégrale, qui permettrait que chaque courant soit représenté en fonction de son importance dans l'électorat. Or on en est bien loin. Personne ne le propose vraiment, ni à la droite, ni vraiment non plus à gauche.

Les faux culs de la droite parlementaire, eux tout en criant aux attaques contre la démocratie, sont on ne peut plus franchement pour le maintien du mode de scrutin actuel : c'est-à-dire pour éliminer au maximum la représentation des partis concurrents, en toute démocratie.

La droite, en effet, a tout à gagner au maintien du scrutin actuel. Les fourchettes établies par différents instituts de sondages, à partir des cantonales la donnent majoritaire avec entre 43 et 48 % des voix (sans compter les 7 à 9 % du Front National). Et avec ce pourcentage, elle gagnerait une majorité écrasante de (selon les sources) 333 à 377 sièges à l'Assemblée, elle aurait donc doublé ses sièges. Cependant que le PS, avec 30 % des voix, perdrait de l'ordre de 200 députés pour se retrouver avec un nombre dérisoire de sièges : 86.

Chirac est d'autant plus partisan du scrutin actuel, que le RPR risque d'être le parti majoritaire dans la majorité. Et comme le système de scrutin majoritaire profite toujours au plus grand parti, Giscard et Barre, sont obligés de s'aligner de plus ou moins bon gré, derrière Chirac.

Le PS, toujours au nom de la « démocratie » lui

aussi, parle « d'instiller » un peu de proportionnelle dans le mode de scrutin, maintenant qu'il est avéré que le maintien du mode de scrutin actuel, qui l'a favorisé en 1981, le donnerait perdant dans les futures législatives.

Pour Mitterrand et le PS, l'objectif est donc de concocter un système qui leur permette d'avoir le plus possible de députés, c'est-à-dire de garder la possibilité de continuer à participer au pouvoir. Et les diverses combinaisons de proportionnelle et de scrutin majoritaire envisagées — liste par département ou par région à l'échelle de chaque parti avec barre à 5 %, ou encore scrutin mixte (majoritaire dans les départements de moins de 500 000 habitants, et proportionnel pour les autres) — auraient l'avantage d'assurer au PS, selon les estimations des instituts de sondage, entre 15 et 30 députés de plus que si le mode d'élection actuel était maintenu.

Et ce qui est certainement aussi alléchant pour Mitterrand dans l'histoire c'est que, dans ce cas, l'UDF et le RPR perdraient de 60 à 70 sièges...

Une telle Assemblée nationale permettrait peut-être à Mitterrand de faire des alliances gouvernemen-

tales, dont le PS ne serait pas forcément exclu.

Quant au Parti Communiste, il ne peut espérer être partie prenante de ces combinaisons politiciennes. La seule chose qu'il puisse espérer, s'il y a une modification du mode de scrutin, c'est qu'elle lui donne une représentation plus conforme à son influence dans l'électorat. C'est pourquoi il se prononce pour la proportionnelle. Il ne serait que normal qu'à 10 % des voix dans le pays correspondent 10 % des sièges à l'Assemblée. Seulement le Parti Communiste qui a toujours fait sienne cette conception l'avait « oubliée » une fois au gouvernement. Car une fois associé au Parti Socialiste, dans le gouvernement, il s'est solidarisé de celui-ci.

De toute façon, l'enjeu de toutes ces querelles sur le mode électoral, est bien mince pour les travailleurs. Certes, un scrutin véritablement proportionnel serait un scrutin plus conforme à l'image de l'électorat. Mais de toute façon, il n'en est pas question. Et puis surtout, ce n'est pas des élections que les travailleurs pourront attendre une amélioration de leur situation.

Mais cela, ils ont déjà eu le loisir de le vérifier.

BHOPAL

L'Union Carbide cherche des lampistes ou des saboteurs

Les patrons sont responsables de la marche de leur entreprise. Du moins tant qu'il s'agit de gérer et d'empocher les bénéfices.

Lorsque survient une catastrophe, ils déclarent n'y être pour rien. C'est vieux comme le capitalisme. L'Union Carbide, responsable de plus de deux mille morts à Bhopal, cherche à se disculper. On aurait retrouvé de l'eau dans une cuve, et c'est cette présence d'eau qui aurait provoqué la catastrophe. On se doute bien que le crime de Bhopal a une raison technique précise, la présence d'eau, ou autre chose. Et on se doute bien, également, que ce n'était pas le P-DG du trust qui effectuait lui-même les travaux.

Donc c'était forcément

un ouvrier. Donc c'était bien un ouvrier qui est à l'origine de la catastrophe, comme de toutes les catastrophes industrielles d'ailleurs : CQFD. Et les dirigeants d'Union Carbide laissent entendre qu'il pourrait même s'agir d'un sabotage. Si les patrons d'Union Carbide essaient ainsi par tous les moyens de dégager leur responsabilité, ce n'est même pas tant à cause du discrédit moral qui pèse sur eux. Cela compte sans doute assez peu. Mais c'est parce qu'il faudra bien, à un moment ou un autre, payer les frais, indemniser les victimes. Et Union Carbide ne veut pas payer.

Toutefois le rapport de la Commission d'enquête a fait ressortir qu'il exis-

tait certaines carences. Ainsi le système de refroidissement du réservoir de produit toxique à l'origine du drame ne fonctionnait plus depuis cinq mois. La direction de l'usine ne s'est apparemment rendu compte de rien ! De même une torchère qui devait brûler tout gaz risquant de s'échapper était également hors d'usage. Bref tout ceci accable l'Union Carbide.

Mais cela ne fait rien. Dans cette société d'assassins, les assassins ne veulent pas répondre de leurs crimes. Ils veulent pouvoir continuer à diriger leurs entreprises de la même manière criminelle. Les assassins ne veulent pas être jugés, et ils veulent surtout rester au pouvoir.

Pas de Cartier pour la fraude fiscale

A New York, Cartier est sur la sellette. Mais pour une affaire qui risque de ternir quelque peu l'image de marque de la célèbre bijouterie. Les deux directeurs de sa succursale new-yorkaise sont accusés d'une grosse fraude fiscale.

Selon la justice américaine, la bijouterie expédiait hors de l'Etat de New-York les bijoux et les objets précieux acquis par ses clients new-yorkais pour leur permettre d'échapper à la taxe locale, fixée à 8,25 % dans cet Etat. Entre 1980 et 1983, cette fraude concernant des transactions d'un montant de 3,5 millions de dollars représenterait une évasion fiscale d'au moins 260.000 dollars.

Aujourd'hui Cartier se défend en affirmant entre autres que « le bijoutier n'est pas tenu de vérifier

l'adresse du client » ! Il est vrai que quand on est bijoutier de luxe, il faut aussi savoir être expert en délicatesse...

C'est l'intention qui compte

D'après l'administration fiscale, les contribuables français auraient versé en 1980, 3,7 milliards de francs à l'ensemble des œuvres et organismes d'intérêt général, dont 234 millions à la Fondation de France, sommes qu'ils ont déduites de leurs impôts.

Or ces œuvres n'ont reçu dans la même période que 500 millions de francs dont 34 millions de francs pour la Fondation de France.

Cela prouve une chose : les contribuables sont pleins de bonnes intentions, mais n'en ont pas les moyens !

Le capitalisme c'est le vol !



La bande des quatre frères Willot.

Au procès des frères Willot, la plus grosse peine requise a été de 2 ans de prison ferme contre Jean-Pierre, le chef de la bande. Le substitut a également demandé 2 ans contre Antoine, avec la possibilité laissée au tribunal d'accorder le sursis, 1 an avec sursis contre Régis et une forte amende contre Bernard. Voilà ce que la loi réclame, mais on ne sait pas encore à combien le tribunal correctionnel les estimera quittes.

Tout au long du procès, les pratiques des frères Willot ont été longuement dénoncées, et parfois avec violence : les détournements de fonds, privés et publics, les faillites et les milliers de licenciements qui en sont résultés. Car l'empire Willot n'a pas fini de s'écrouler. Mercredi 27 mars, par exemple, le Comité Central d'Entreprise de Boussac-Saint-Frères, une partie de l'empire des Willot, s'est réuni pour examiner le démantèlement du groupe, avec 5 000 licenciements à la clé.

Alors, on pourrait s'étonner de la légèreté des peines encourues, d'autant plus que les frères Willot sont des récidivistes : ils ont déjà été condamnés en 1974 par le même tribunal correctionnel de Paris, pour des délits semblables. On pourrait s'en étonner quand on les compare aux années de prison dont écopent les voleurs ordinaires.

Mais les frères Willot, eux, ne sont pas accusés de vol. Non. On leur reproche des « abus de biens sociaux », des « présentations de bilans inexacts », des « faillites frauduleuses », des « infractions à la législation des sociétés ». Nuance ! Cela revient bien sûr à extorquer des fonds à

l'Etat (c'est-à-dire aux contribuables) et à d'autres bourgeois avec qui ils ont fait des affaires. Mais les bourgeois ne considèrent pas cela comme du vol. Pour eux, c'est même normal de puiser dans les caisses de l'Etat pour assurer leurs profits. Il est même là pour ça. Quant à rouler les autres bourgeois, c'est le B.A. BA de toute pratique commerciale, financière et industrielle. Quant à « faire de mauvaises affaires », cela fait partie des risques du métier de capitaliste, pour le plus grand bien de ceux qui en font de bonnes.

Après tout, en puisant dans la caisse des filiales pour financer des achats risqués et en vendant pour leur propre compte, par exemple, les frères Willot n'ont rien fait d'autre que ce que font tous leurs semblables. Ils ont simplement un peu exagéré, transgressé maladroitement certaines règles, et surtout... ils se sont fait prendre.

Mais une chose est remarquable tout de même dans tout cela : c'est que les milliers de licenciements, eux, ne sont pas pris en compte dans ce procès, même s'ils ont été évoqués en passant. Que toutes les magouilles des frères Willot aient entraîné tant de licenciements, avec tout le cortège de détresse que cela représente, ce n'est pas un crime, même pas un délit, aux yeux de la loi. Dans les calculs de ces gens-là, les travailleurs ne sont là que pour suer des profits. Et quand la loi fait allusion aux « biens sociaux » dont les Willot ont « abusé », ce n'est pas de l'exploitation du travail des salariés qu'il s'agit, ni de leur responsabilité pour avoir jeté des travailleurs à la rue. Les « biens sociaux » en ques-

tion, ce sont des capitaux qu'ils partagent avec d'autres bourgeois, actionnaires des mêmes sociétés.

Ce que les lois bourgeoises reprochent aux Willot, c'est d'avoir court-circuité un peu trop les règles habituelles de répartition des profits entre possédants.

Mais pendant toutes ces années, en jonglant avec les sociétés, en reprenant, en rachetant, en vendant, bref en faisant leur métier de capitalistes, ils s'en sont mis plein les poches.

D'après le journal *Le Monde* du 21 mars, « en 1980, Jean-Pierre Willot touchait 250 000 F par mois, Antoine 200 000 F Régis 185 000 F et Bernard 120 000 F. Pour le seul Jean-Pierre, si l'on y ajoute les dividendes, cela ferait, à la valeur actuelle du franc, 675 000 F ». M. Field, le substitut, a établi que, entre 1978 et 1979, 60 millions de francs ont été transférés des Galeries Anspach, détenues à 99 % par les Willot, vers la Suisse et déposés à des comptes ouverts au nom de quatre sociétés de droit panaméen. Et ce n'est là certainement qu'une petite partie de l'iceberg de la fortune des Willot.

Alors, les frères Willot vont peut-être écopier un peu, parce qu'ils ont eu les dents trop longues aux yeux d'autres possédants, mais pas du tout pour le tort qu'ils ont fait à la société et aux travailleurs.

Et ce ne sont pas quelques condamnations, voire un peu de prison, qui déposeront les frères Willot ou les empêcheront de continuer à faire fructifier leur capital de par le monde. L'aisance et la décontraction dont ils ont fait preuve tout au long du procès peuvent rassurer sur ce point.

Claude CHARVET

DELSEY

Non-grévistes contre grévistes : c'est le patron qui gagne

Vingt-quatre grévistes de la fabrique de bagages Delsey ont été condamnés par le tribunal d'instance d'Amiens à payer 252 000 francs aux non-grévistes, en compensation des heures de travail perdues.

C'est la suite d'un conflit qui date de l'été 1983. A cette époque, des travailleurs s'étaient mis en grève pour protester contre l'attitude de l'encadrement et réclamer le paiement d'un treizième mois de salaire. En empêchant le transfert de pièces détachées, ils avaient bloqué la production et la direction avait alors mis tous les ouvriers au chômage technique pendant un mois.

Le conflit terminé, une association de non-grévistes se constitua, comme par hasard, pour attaquer devant les tribunaux vingt-quatre grévistes militants ou proches

de la CGT dont 6 seulement, parce que délégués, sont encore dans l'entreprise, les autres ayant été licenciés.

Les non-grévistes peuvent encore maintenant décider de renoncer à leur réclamation et cette histoire restera peut-être finalement symbolique.

Mais elle sera le symbole d'un beau tour de passe-passe. Dans cette affaire, on a fait comme si les droits des non-grévistes s'étaient opposés à ceux des grévistes, comme s'il s'était agi de départager des travailleurs.

En réalité, c'est le droit de grève, c'est le droit des travailleurs qui s'opposait ici à celui du patron.

Un patron de choc qui s'est tenu à l'écart, n'a pas directement porté plainte, mais a su offrir aux non-grévistes les services de son avocat.

Sylvie MARÉCHAL



Toujours plus

P-DG de Tronico, une entreprise vendéenne de sous-traitance électronique (113 salariés), Claude Vissac a convié la presse mercredi 13 mars pour dénoncer les tracasseries de l'inspection du travail.

Cet infortuné patron a écopé de pas moins de 29 contraventions et 41 amendes. Il faut dire qu'en matière d'infraction, il s'y connaît : dépassement de l'horaire hebdomadaire, travail en continu 11 heures d'affilée pour des ouvrières, réembauche de personnel licencié, sans en référer à l'inspection du travail, etc. Et, bien que les responsa-

bles de la direction départementale du travail et le procureur de la République affirment que la condamnation sera symbolique, le P-DG de Tronico se pose en victime, sous prétexte qu'il a créé des emplois : en réembauchant sous contrat à durée déterminée... des travailleurs licenciés de l'entreprise en 1983.

On recense chaque année près de 800 000 infractions au Code du travail. Mais les amendes n'empêchent pas les patrons de bafouer la législation. Ce qui est maintenant ils s'en vantent !

Tapie qui remet ça

A la tête d'une vingtaine de sociétés, la plupart rachetées pour une bouchée de pain quand elles étaient en difficultés, Bernard Tapie vient de trouver une nouvelle façon de faire du fric en se donnant le beau rôle : il veut créer une école de créateurs d'entreprises. En 3 ans, 15 000 jeunes y passeraient. Il les lancerait comme plombier, peintre ou jardinier, leur fournissant leur équipement et leur apprenant à faire tarifs et factures. En échange, ses « élèves » placeraient les équipements achetés... chez Tapie. « On va faire un chiffre d'affaires du tonnerre », a déclaré Tapie. Aux jeunes, il promet des journées de 14 heures, dimanche compris, pour démarrer. Il faut ce qu'il faut !

Décidément, Tapie cherche toujours à donner une petite coloration sociale aux bonnes affaires qu'il fait. Dans le monde des patrons, il y a ceux qui licencient en mettant la clef sous la porte et ceux qui « sauvent » les entreprises... en licenciant : Tapie est de cette catégorie.

Et pas question de se laisser attendrir par les travailleurs qui défendraient leur emploi. D'ailleurs il apprécie le gouvernement actuel car, dit-il : « Je sais qu'aujourd'hui, lorsqu'il existe un jugement d'expulsion d'une usine, il est exécuté, alors que, sous Giscard d'Estaing, il ne l'était pas ».

Pour ne parler que de ses acquisitions les plus récentes, il reprenait en 1983 les balances Testut, les balances Kuhn, le prêt-à-porter Mic Mac et en 1984, entre autres, les chaussures Kickers et les piles Wonder.

Son holding couvre 6 branches industrielles (agro-alimentaire, pesage, sports, mode, audio-visuel, électricité), avec un chiffre d'affaires total de 4,7 milliards de francs. La Société de Banque Occidentale, filiale du Crédit Lyonnais, est son fidèle soutien. « Toutes mes entreprises sont bénéficiaires » déclarait-il récemment.



Tapie, le patron qui monte... en licenciant

(AFP)

D'ailleurs, quand elles ne le sont pas, elles ne restent pas longtemps « ses » entreprises et il met la clef sous la porte : les balances Kuhn à Nancy ont fermé en février dernier.

Sa méthode ? Choisir des canards boiteux pas trop boiteux quand même, susceptibles de mettre sur le marché des produits nouveaux, possédant un capital immédiatement rentable — par exemple des biens immobiliers vendables —, le tout à racheter de préférence à une vieille famille capitaliste en déclin. Ainsi Tapie vola-t-il au secours des vénérables Bouillet-Courtecuisse qui s'usaient à ne pas savoir se servir de Wonder. Mais surtout, il réorganise la production en licenciant : pour Wonder, qui comptait 2 754 salariés, ce sont 680 licenciements qui sont déjà effectifs ou en cours. Chez Look, en novembre dernier, il annonçait une augmentation de 40 % de la production, « avec 80 personnes en moins ». Chez Kuhn près de

Nancy, 65 ouvriers sont à la porte et l'usine fermée, la production étant transférée dans d'autres sociétés du groupe : « Il est venu une fois ici au début, disait un ouvrier. Il a promis qu'il allait moderniser la boîte. On devait se lancer dans l'électronique. Et puis on ne l'a plus jamais revu. » Ça lui fait quand même de la peine, à Tapie, de devoir licencier : « Depuis plus de 7 ans qu'existe le groupe Tapie, on a procédé à environ 2 000 licenciements » expliquait-il en septembre dernier, la larme à l'œil. Mais il promet aussi souvent qu'il réembauchera... si les affaires le permettent !

C'est sans doute là ce qui faisait dire au ministre des Finances Bérégovoy, maire de Nevers, lors du discours de Tapie à l'usine Look de cette ville : « Actuellement il faut oser. Et ceux qui osent sont assurés de mon soutien et de celui du gouvernement ». Dire ça, aussi, il faut oser !

Michel BROUSSE

Laxiste, la justice ? Cela dépend pour qui !

Deux affaires judiciaires défrayent la chronique voilà maintenant de longs mois : celle de la mort du petit Grégory en octobre dernier, et celle de la mort d'une patiente dans une banale opération à l'hôpital de Poitiers, il y a cinq mois.

Dans les deux cas, la justice avait pourtant fait vite pour inculper deux médecins anesthésistes à Poitiers et l'oncle de Grégory à Epinal. Ce dernier a même fait trois mois de prison avant d'être relâché finalement, faute de preuves.

Depuis, dans l'un et l'autre cas, les inculpations sont officiellement maintenues. Voilà donc plusieurs mois que trois présumés coupables sont désignés du doigt dans leur ville, font la « Une » de la grande presse, même si au regard de la justice, qui est sereine et impassible comme chacun sait, ces présumés coupables sont d'abord et avant tout des présumés innocents, tant que l'enquête n'a pas prouvé le contraire et qu'un jugement n'a pas été rendu.

Maintenant, c'est la mère du petit Grégory et deux autres femmes de la famille qui sont mises à leur tour en cause dans la presse.

La justice patine, c'est un fait. Mais constatons tout de même qu'elle a de gros sabots, d'autant plus gros d'ailleurs que les inculpés sont de modeste condition.

Des deux médecins, bien qu'officiellement toujours inculpés de meurtre, l'un a retrouvé un petit travail à l'hôpital de Parthenay ; mais l'autre s'est vu refuser cette même faveur par le président du Conseil

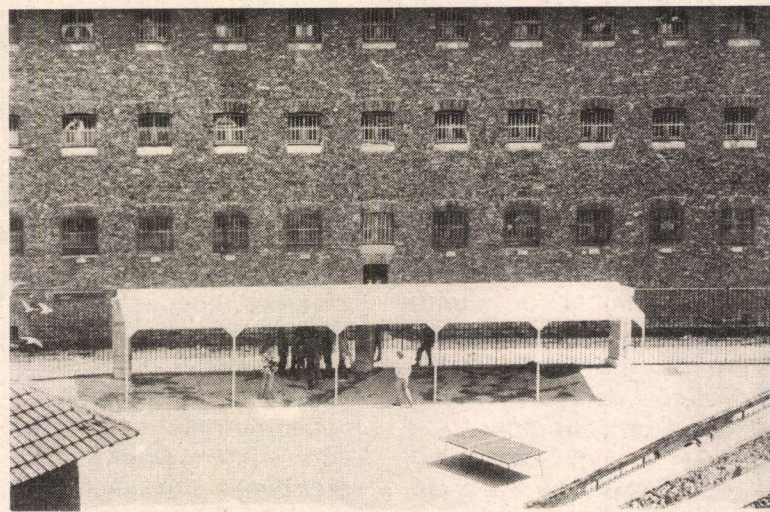
d'administration de l'hôpital de Saintes, un député socialiste, Philippe Marchand, qui a déclaré le 6 mars dernier au *Matin* : « Ma sympathie va à ce médecin en difficulté. Mais être inculpé d'homicide, c'est grave »... Un courageux, celui-là, et qui a la sympathie agissante !

Quant à l'oncle de Grégory, Bernard Laroche, après trois mois de prison pour rien, aux dires de tous, il est lui aussi toujours inculpé d'assassinat. Ses copains, sa famille lui tournent le dos et il a fini par se réfugier à 200 kilomètres d'Epinal.

Les juges peuvent se tromper. C'est l'évidence. Constatons toutefois que leurs « erreurs » ne sont pas sans conséquences, pas pour eux-mêmes, mais pour ceux qu'ils inculpent. Et c'est cette justice qu'une certaine droite accuse d'être trop laxiste !

C'est avec ce genre de laxisme que la moitié des personnes emprisonnées (22 000 sur 44 000) ne sont que des prévenus, dont l'emprisonnement n'aide généralement pas à la vérité. Et parmi ces prévenus, l'immense majorité est de condition très modeste : il y a beaucoup plus encore de Bernard Laroche que de docteurs Archambeau ou Diallo. Par contre des P-DG, des bourgeois, il n'y en a pas, et quand des juges par le passé ont essayé de leur appliquer ces mêmes méthodes, le scandale a été tel que ce sont les juges qui ont cédé !

Cécile BERNIER



Des prisons surpeuplées : la moitié des prisonniers n'ont pas encore été jugés.

La CGE se paie son rêve américain... aux frais des travailleurs

La CGE (Compagnie Générale d'Electricité) veut s'implanter aux USA. Après le rachat d'un distributeur américain, la

société Lynch, elle vient de signer des accords avec quatre autres sociétés de téléphonie américaines et de créer une

filiale commune avec le groupe American Express.

C'est que, si aujourd'hui 64 % de la production téléphonique de CGE sont encore absorbés par les commandes des PTT, cela ne durera pas et, dès 1988, cette proportion tombera à moins de 40 %. Alors la CGE cherche de nouveaux débouchés à l'exportation. Et comme ses clients traditionnels — les pays du Tiers Monde liés à l'impérialisme français, qui lui achètent aujourd'hui 70 % de ses produits exportés

— ne représentent pas un marché assez durable ni assez large, la CGE fait comme bien d'autres, en cherchant à prendre pied aux USA.

La CGE a derrière elle toute une série de plans de suppressions d'emplois et de réorganisations, dont certains sont en cours et d'autres encore à venir. Et tout cela au nom de la rentabilité.

Mais s'agissant de ses projets américains, la CGE ne parle plus de rentabilité. Elle reconnaît elle-

même que les investissements déjà faits n'ont encore rien rapporté, pas même en terme d'augmentation des ventes. Quant à ceux dans lesquels elle vient de se lancer, elle n'en escompte guère de résultats avant trois ans. Trois ans pendant lesquels elle compte investir deux milliards de francs. C'est un peu cher pour un « orteil » américain, surtout qu'au bout du compte ce sont les travailleurs licenciés par la CGE qui paient la note !

François Rouleau.

GUADELOUPE



Mercredi 13 mars, en Guadeloupe, un attentat dans un bar tenu par un membre du Front National a fait un mort et sept blessés. Pour le moment, cet attentat n'a pas été revendiqué.

A ce sujet, l'organisation trotskyste Combat Ouvrier a publié le communiqué suivant :

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

Un acte qui ne renforce pas le camp des opprimés

Hier, mercredi, un attentat a été commis dans un restaurant-bar du centre de Pointe-à-Pitre, tenu par un membre du Front National de Jean-Marie Le Pen, Monsieur Muller.

Cet attentat, qui a fait un mort et 7 blessés, survient après celui qui récemment à la marina du Bas-du-Fort a causé des blessures graves au gérant d'un restaurant.

Si l'on y ajoute un autre attentat perpétré dans un night-club du Gosier, cela fait trois attentats qui sont commis dans des lieux publics et à des heures où des personnes pouvaient être présentes.

Quel que soit le mobile qui a guidé la main des auteurs de ce dernier attentat, celui-ci n'en demeure pas moins aveugle et odieux.

Combat Ouvrier condamne un tel acte aveugle

perpétré en un lieu public et qui, à coup sûr, fait des victimes innocentes !

Néanmoins, qui sème le vent récolte la tempête !

Le colonialisme français, en ne réglant pas les problèmes graves qui frappent particulièrement les couches pauvres et les travailleurs, en maintenant et en entretenant en Guadeloupe une situation politique coloniale par laquelle une grande partie de la population sent sa dignité, bafouée, et enfin en réprimant aveuglément ceux qui s'élèvent contre cette situation, est le PRINCIPAL RESPONSABLE de ce terrorisme aveugle, qui hier encore a frappé en plein centre de Pointe-à-Pitre.

Mais même si ceux qui l'ont commis pensent l'avoir fait au nom du peu-

ple, et en réponse à la situation coloniale, un TEL ACTE ne peut en aucune façon renforcer le camp des opprimés, et des pauvres.

Bien au contraire, un TEL ACTE de violence aveugle ne peut aboutir qu'à donner l'occasion au gouvernement colonial de renforcer son appareil répressif, et aux éléments réactionnaires de la bourgeoisie locale de commettre impunément des ACTES SEMBLABLES.

Combat Ouvrier affirme que l'émancipation de l'exploitation capitaliste et coloniale passe par la lutte consciente et organisée des exploités et des opprimés.

Communiqué de Presse Pointe-à-Pitre le 14 mars 1985

Ils manifestent pour leur pote

C'est sous cette banderole qu'à l'appel de « Amis de Barded », de « Wahid Association » et de « l'Association des familles des victimes des crimes racistes et sécuritaires », un millier de personnes ont manifesté samedi 16 mars dans le centre de Lyon, pour rendre hommage au jeune garçon de 15 ans, Barded Barka, mort dans des circonstances non encore élucidées, et pour demander l'inculpation du policier concerné.

La police affirme que Barded est tombé tout seul du cyclomoteur, alors que de nombreux témoins affirment qu'il aurait été frappé par un îlotier et qu'il serait mort des suites des coups reçus. Alors c'est aux cris de « Justice pour Barded ! » et « Inculpez Martinez » (le policier mêlé à cette affaire) que les manifestants ont défilé.

Cette banlieue lyonnaise de Vaulx-en-Velin où se sont déroulés les faits n'en est pas à la première affaire de ce type. Un tract, émanant de « l'Association des familles des victimes des crimes racistes et sécuritaires » évoque un certain nombre d'autres faits :

« Le 8 octobre 1983, chemin des Echarmeaux, un autre

policier appartenant au même commissariat auquel appartient Martinez, à Vaulx-en-Velin, avait tiré sur un jeune sans motif apparent ; ce dernier ne devra qu'à un réflexe d'échapper au coup de feu. La balle finira sa course dans un appartement à la hauteur d'un bureau de travail d'enfant. La plainte déposée par la famille n'a fait que muter ce policier.

Le 28 octobre 1982, Wahid Hachichi, lycéen habitant à Vaulx-en-Velin, avait été tué par Bardelli qui a tiré cinq balles de 22 L.R. sur Wahid. Meurtre camouflé sous une soi-disant tentative de vol de BMW, la version soutenue par les policiers-enquêteurs malgré l'absence d'empreintes et d'effraction sur le véhicule. Le meurtrier est maintenant inculpé d'homicide volontaire. »

Et les auteurs du tract ajoutent : « Les efforts déployés par les « Amis de Barded » et par « Wahid Association » ne s'arrêteront que lorsque le policier Martinez sera inculpé par le Parquet, afin que la gravité du geste policier ayant entraîné la mort de Barded ne reste pas dans l'impunité ».

En tout cas, la protestation de tous ceux qui ont été indignés n'est pas passée inaperçue.

□ CHAIGNAUD

(La Rochefoucauld - Charente)

Les shérifs en action

C'était nuit noire, mercredi 13, à 4 h 30 du matin, aux portes de l'usine Chaignaud à La Rochefoucauld, quand les flics sont intervenus en force contre deux militants qui diffusaient le bulletin bi-mensuel de Lutte Ouvrière.

A une porte, il leur a fallu l'estafette et une voiture pour embarquer le camarade à la fin de la diffusion. A l'autre porte deux autres flics, se prenant pour des shérifs en plein western, ont arraché ses tracts à l'autre camarade et l'ont embarquée de force, l'attrapant par les bras et les jambes.

Ils se sont ensuite permis de garder les deux militants 5 heures en garde à vue, cherchant à les interroger, en prétextant une plainte contre X déposée par le patron et des chefs contre le bulletin de Lutte Ouvrière pour « diffamation ».

Ces méthodes policières ont fait grand bruit dans l'usine, certains disaient que, pour aider un patron, les flics faisaient du zèle. Par contre, quand un jeune camarade a été tué il y a quelques années d'un accident du travail, ou quand récemment une travailleuse s'est fait écraser la main, on n'a pas vu le patron arrêté et gardé des heures à vue.

En tout cas, si le patron voulait empêcher des militants ouvriers de s'exprimer, il a mal réussi son coup. Le lendemain un tract de Lutte Ouvrière dénonçait sur toute l'usine de telles méthodes policières et le surlendemain le journal local.

La Charente Libre, en faisant un de ses gros titres.

L'histoire que La Charente Libre ne racontait pas, et qui a bien fait rire à l'usine, c'est qu'un flic, en arrêtant le camarade, a fait dans l'effort craquer le derrière de son pantalon ! De quoi dégoûter à jamais les flics de La Rochefoucauld de jouer aux cow-boys !

Correspondant L.O.

Insécurité municipale

Quatre individus ont fait irruption en pleine nuit, la semaine dernière, dans un appartement de Levallois où des amis fêtaient un anniversaire.

Après avoir frappé les occupants et lancé du gaz lacrymogène dans la pièce, ils n'ont fui que sous la menace de l'arrivée de la police nationale.

Trois personnes ont été hospitalisées et portent plainte pour coups et blessures et violation de domicile.

Pourtant, on peut parler que le maire, Balkany, n'utilisera pas cet exploit dans sa campagne pour la sécurité : ces « voyous » sont membres de sa police municipale !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais Levallois.

Il y a 25 ans

Le 21 mars 1960 en Afrique du Sud :

L'explosion de colère de Sharpeville

Il y a vingt-cinq ans, à Sharpeville, en Afrique du Sud, la police tira sur une manifestation pacifique, tuant 67 personnes, en blessant 186. Ces événements déclenchèrent des mouvements de grève et des révoltes dans les cités noires d'une ampleur inconnue jusque-là, suivis d'une répression féroce — à la mesure de la peur qu'avait éprouvée le gouvernement blanc — qui lui procura quelques années de relative paix sociale.

La campagne contre les laissez-passer

A l'origine de la manifestation de Sharpeville, il y eut la campagne contre les laissez-passer.

Institué par les autorités sud-africaines pour contrôler la circulation et la présence des Noirs dans les zones blanches, le « pass » est un document que tout travailleur africain doit présenter à chaque réquisition. Sans ce laissez-passer, il est impossible de circuler, de travailler, de se loger, d'avoir une existence légale.

Instrument de contrôle en même temps que symbole de l'oppression de la majorité noire par une minorité blanche, il est haï de tous les Africains qui, régulièrement, revendiquent sa suppression.

Dans la seconde moitié des années cinquante, la campagne pour cette suppression s'amplifia : le gouvernement avait en effet décidé d'imposer le port du « pass » aux femmes qui, jusque-là, n'étaient pas

tenues de le posséder. En 1956 et 1957, des milliers de femmes manifestèrent, brûlèrent les laissez-passer déjà distribués, lapidèrent les voitures des fonctionnaires venus les enregistrer.

En 1959, une organisation nationaliste noire, le PAC (Congrès pan-africain), décida de relancer la campagne pour l'abolition du laissez-passer. Issu de l'ANC (Congrès national africain), la plus ancienne organisation des Noirs d'Afrique du Sud, à qui il reprochait sa tendance à collaborer avec les Blancs et une certaine inertie, le PAC décida de passer à l'action en mars 1960. Chaque Africain devait laisser chez lui son « pass » et aller se faire arrêter au poste de police. Cette méthode avait déjà été utilisée par l'ANC en 1952. Mais alors que l'ANC avait demandé à quelques milliers de ses membres d'agir ainsi pour l'exemple, le PAC, lui, en appela à l'ensemble de la population, précisant, en outre « aussi longtemps que durera la campagne, personne n'ira travailler ».

L'ANC, invité par le PAC à se joindre au mouvement, refusa ces « actions sensationnelles qui ne pourraient pas réussir » mais, sous la pression de sa base et de l'opinion publique, décida d'une manifestation pour le 1 mars, jour anniversaire d'une autre campagne « anti-pass » en 1919.

Sharpeville : l'explosion

Mais le lundi 21 mars, des milliers de manifestants se rassemblèrent dans différents points du pays, en particulier



Des travailleurs noirs brûlent leur laissez-passer.

au Cap et dans les cités noires au sud de Johannesburg.

Avec 150 volontaires, Robert Sobukwe et d'autres dirigeants du PAC allèrent se faire arrêter.

Dans plusieurs villes, des foules se rassemblèrent autour des postes de police. On refusa de les arrêter et ils furent dispersés à coups de matraques et de gaz lacrymogènes. Dans deux cités noires, il y eut cependant quatre morts.

A Sharpeville, au sud de Johannesburg, 10 000 personnes encerclèrent le poste de police. Les policiers tirèrent

sur cette foule désarmée. La plupart des victimes furent atteintes dans le dos alors qu'elles tentaient de fuir.

La nouvelle du massacre de Sharpeville exaspéra la colère de la population noire ; des manifestations spontanées eurent lieu ; au Cap, les travailleurs encore au travail quittèrent les usines. La grève fut totale, paralysant les entreprises et les docks.

On brûla les laissez-passer. L'ANC appela alors à une journée de grève le 28 mars, décrétée « journée de deuil ». 500 000 travailleurs participèrent à cette grève ponctuée d'incidents avec la police. Le gouvernement décida de suspendre l'obligation du pass « jusqu'à nouvel ordre ».

Le 30 mars, 60 000 travailleurs étaient encore en grève au Cap et une manifestation de 30 000 personnes qui exigeaient la libération de leurs dirigeants emprisonnés traversa la ville blanche du Cap. N'osant tirer, les autorités discutèrent et obtinrent la dispersion du rassemblement en échange d'un entretien, dans les jours à venir, entre le ministre de la Justice et le leader du PAC qui conduisait la manifestation : Philip Kgosana.

L'entretien n'eut jamais lieu : Kgosana fut arrêté, l'état d'urgence proclamé, l'ANC et le PAC interdits le 8 avril. Leur dernière tentative pour déclencher une grève générale échoua.

Le mouvement brisé

Le gouvernement usa de tous les moyens répressifs : perquisitions systématiques, fouilles maison par maison dans les cités noires, arrestations en masse, détentions sans jugement. Le 6 mai 1960, le gouvernement avouait plus de 8 000 arrestations, 1 700 détenus politiques dont beaucoup de cadres de l'ANC, du

PAC et d'autres organisations anti-Apartheid.

L'ampleur du mouvement et la paralysie de certains secteurs économiques avaient effrayé le gouvernement. Ces événements révélaient la force des masses noires, des travailleurs. Ils rendaient moins crédible la réputation de stabilité sur laquelle vivait le pouvoir et qu'il utilisait également pour attirer les capitaux étrangers (des investisseurs quittèrent d'ailleurs assez vite le pays après les événements de Sharpeville).

En face, la répression et le démantèlement des organisations démoralisèrent la population noire. Les dirigeants du PAC, qui comptaient sur le mouvement spontané pour aller de l'avant et dont un responsable déclarait : « En 1960, nous faisons notre premier pas, en 1963, nous ferons le dernier, vers la liberté et l'indépendance », se retrouvaient tous en prison où ils s'étaient d'ailleurs, pour la plupart, portés volontairement. Les militants du PAC encore en liberté formèrent de petits groupes se consacrant aux attentats terroristes individuels contre des Blancs.

L'ANC, après des années d'actions et de manifestations pacifiques, contraint à la clandestinité, se tourna aussi vers l'action violente : il constitua une organisation paramilitaire dont les sabotages visaient des objectifs stratégiques (centrales électriques) ou symboliques (administrations). Mais aucune de ces organisations n'avait comme politique d'essayer d'ouvrir des perspectives à la classe ouvrière, à la population noire pauvre qui venait de subir un dur coup mais qui venait aussi de montrer sa force.

Il fallut attendre la fin des années soixante pour voir une nouvelle montée de la colère des Noirs d'Afrique du Sud en lutte pour leur dignité et leurs droits.

Sylvie MARECHAL



Etre refoulés vers les réserves : voilà ce qui attend les travailleurs sans « pass ».

Dans l'Ohio, l'Etat vole au secours de 71 banques

Pour la première fois depuis la grande crise des années 1930, les autorités américaines ont dû décréter un moratoire bancaire dans un Etat américain. Cela s'est passé le 15 mars, dans l'Etat d'Ohio, où 71 des 195 institutions d'épargne et de prêt de l'Etat ont été fermées à titre temporaire, entraînant le gel de 40 milliards de francs de dépôts. Cette fermeture, qui devait d'abord durer trois jours, a déjà été prolongée de 48 heures, et n'a pas encore pris fin à l'heure où nous écrivons. En revanche, les autorités fédérales envisageraient d'ores et déjà d'imposer la fermeture définitive d'un tiers des établissements concernés.

Ces mesures font suite à un mouvement de panique qui s'était produit dans les jours précédents. Des milliers d'épargnants s'étaient rués aux guichets de ces institutions, pour réclamer le remboursement des dépôts qu'ils y possédaient.

A l'origine de ces événements se trouve, semble-t-il, la faillite d'une petite institution financière de Floride, spécialisée dans la spéculation sur les obligations et autres titres émis par l'Etat américain, activité particulièrement fiévreuse dans une période où les emprunts effectués par l'Etat atteignent des niveaux astronomiques. Des opérations hasardeuses avaient conduit cette institution à se déclarer en faillite au début mars, avec un « trou » de trois milliards de francs.

Du coup la Home State Savings Bank, le plus important des établissements de crédit de l'Ohio, qui avait

emprunté 1,5 milliard de francs à son confrère de Floride, dut rembourser sa dette illico. Ce qui a apparemment suffi à provoquer la ruée de milliers d'épargnants aux guichets de la Home State Savings Bank qui, en l'espace de quatre jours, a dû rembourser pour 900 millions de francs de dépôts, avant de fermer ses guichets le 9 mars, pour arrêter l'hémorragie. Mais entre-temps le bruit se répandit que la caisse de garantie privée (l'organisme chargé de compenser les pertes d'institutions financières) dont dépendait la Home State Savings Bank était elle-même en difficultés. Du coup, le mouvement de retrait reprit de plus belle et les queues apparurent aux guichets de tous les établissements liés à la même caisse de garantie. Et c'est pour éviter d'autres faillites, mais surtout pour empêcher que le mouvement gagne les Etats voisins, où existent également

des caisses de garantie privées, que les autorités ont fini par décréter la fermeture temporaire de ces 71 établissements.

Il semble aujourd'hui que cette mesure et l'engagement pris par la Réserve Fédérale de garantir tous les dépôts détenus par les établissements menacés de faillite aient suffi à enrayer le mouvement. Encore que la prolongation de la fermeture au-delà des délais prévus semblerait indiquer que les autorités américaines n'aient pas estimé la situation encore assez calme.

On peut dire maintenant que ce qui s'est passé dans l'Ohio n'est pas une panique bancaire, au sens où a pu l'être celle de 1932, aux USA, lorsque les autorités fédérales avaient dû fermer toutes les banques du pays. Le mouvement d'inquiétude des épargnants est jusqu'à présent resté circonscrit à quelques banques, celles dont on savait qu'elles étaient directement concernées, et le reste du système bancaire n'en a nullement été ébranlé.

Il reste qu'entre des événements comme ceux que vient de connaître l'Ohio et une véritable panique bancaire, la frontière n'est pas tranchée par avance. Le pro-

pre d'une panique bancaire, c'est son caractère irraisonné, irrationnel, qui fait que des millions d'individus perdent brutalement confiance dans un système financier auquel ils ont cru toute leur vie. Et qui peut prévoir par avance ce qui déclenchera une telle réaction ? Qui pouvait affirmer par avance que les inquiétudes des épargnants de l'Ohio, en provoquant la faillite de quelques banques locales, ne risquaient pas d'engendrer une véritable panique à une tout autre échelle ? Visiblement les autorités fédérales ont pris soin d'éviter de courir un tel risque.

Car c'est un danger réel.

D'autant plus réé
qu'aujourd'hui, entre l'insta
bilité monétaire, les spécu
lations fiévreuses auxquelles
se livrent les capitalis
tes à coups de milliards et
les difficultés de l'industrie
les causes d'inquiétude
sont innombrables. Et les
dirigeants de puissance
impérialistes comme le
USA, dont le rôle est juste
ment de défendre le
système capitaliste contr
les conséquences des sou
bresauts qui l'agitent, son
bien placés pour savoir
quel point ce système, ma
gré son apparente solidité
n'en est pas moins une pou
rière.

François ROULEAU

Reagan MX 007



Après bien des coquette-
ries, le Sénat américain a
fini par voter les 15 milliards
de francs de crédits supplé-
mentaires que lui réclamait
Reagan pour doubler sa col-
lection de missiles MX.

Ces engins, d'une portée de 14 000 km, sont capables de transporter dix ogives nucléaires qui, chacune, représentent plus de 300 fois la puissance d'explosion de la bombe d'Hiroshima !

Mais ce n'était pas des considérations aussi bassement humanitaires qui pouvaient faire rechigner les sénateurs américains. Pas plus d'ailleurs que la perspective de creuser un peu plus le colossal déficit budgétaire de l'Etat, dont ils sont pourtant les premiers à réclamer la diminution...

Non, si les sénateurs se faisaient tirer l'oreille, c'est simplement parce qu'ils trouvaient le MX d'un intérêt

militaire discutable, parce que déjà dépassé par les capacités d'interception de l'armée russe !

Et finalement l'argument de Reagan qui les a, paraît-il, convaincus, c'est qu'à ce moment où justement les négociations avec l'URSS sur le contrôle des armements sont sur le point de reprendre, il ne serait pas de bonne politique d'avoir l'air de marquer le pas dans la course aux armements !

Un argument d'une logique impeccable du point de vue hypocrite de l'impérialisme. Mais, tant qu'à faire de fabriquer des armes dépassées, pourquoi n'ont-ils pas voté des crédits Reagan pour la fabrication d'un lot de hallebardes, par exemple ? Au moins ç'aurait été moins cher et moins dangereux !

F.F

Dollar connection

La très respectable Bank of Boston, l'une des plus importantes de la côte Est des USA, vient de se voir infliger une amende de 5 millions de francs pour de petites irrégularités qui consistaient à rendre présentables (à « blanchir », comme disent les banquiers) des capitaux issus de certains trafics de drogue. Irrégularités qui auraient quand même porté sur une somme elle aussi fort respectable : six milliards de francs !

En même temps, deux firmes de courtage, dont Merryl Lynch, la plus importante des USA, se sont vu accuser, preuves en main, à l'occasion d'une émission de télévision, de s'être livrées à des opérations similaires pour le compte de trafiquants d'héroïne appartenant à la mafia sicilienne.

Il faut dire que les profits issus de la drogue représentent une masse de capitaux qui est loin d'être négligeable. Selon un expert qui déposait devant une commission sénatoriale, 12 milliards de francs quitteraient chaque année les USA.

de façon illégale bien entendu, à destination de divers pays étrangers. Et bien sûr les commissions versées aux intermédiaires qui assurent ces transferts sont d'autant plus juteuses que les capitaux sont plus invouvables.

En tout cas les intermédiaires et autres « blanchisseurs » d'argent pour le compte des trafiquants de drogue semblent nombreux, y compris dans le beau monde. Car, après ces révélations un peu voyantes, pas moins de 45 banques se sont adressées au fisc américain pour demander un règlement à l'amiable et une amnistie couvrant ce genre de pratiques, toutes reconnaissant que parfois certains de leurs cadres pouvaient avoir eu des moments d'égarement mais que, bien sûr, cela ne devait pas porter atteinte à l'honorabilité bien connue de ces banques !

Pour l'instant le fisc, très compréhensif, n'a pas rendu public le nom de ces banques, dont certaines sont paraît-il très importantes. Mais de toute

45 BANQUES
AMERICAINES COMPRO-
MISES DANS LE BLAN-
CHISSEMENT DE L'ARGENT
DE LA MAFFIA.

SI C'EST PAS
DANS LES BANQUES
QU'ON PEUT TROUVER
DE L'ARGENT
PROPRE, C'EST OÙ ?



façon ce n'est pas une simple pérépétie qui empêchera les parrains du capital de s'entendre avec ceux de la drogue !

Opérations délicates

Au Brésil, il aura suffi que le nouveau président de la République Tancredo Neves, qui avait pris ses fonctions officiellement le 15 mars, se remette mal d'une opération pour que la presse et visiblement bien des hommes politiques au Brésil et ailleurs se demandent si le récent régime civil qui succède à 21 ans de dictature militaire, n'allait pas subir une crise grave.

Et l'inquiétude semble avoir été réelle dans certains milieux dirigeants brésiliens qui doutaient que, au cas où Tancredo Neves disparaîtrait, le vice-président José Sarney soit capable d'inspirer la moindre confiance à la population qui se souvient trop bien que, il y a quelques mois encore, ce politicien était président du parti gouvernemental et qu'il a constamment soutenu le régime des militaires. Or tout le problème pour la bourgeoisie brésilienne est que le nouveau pouvoir inspire confiance pour désarmer le mécontentement, désamorcer les possibles explosions de colère, dans ce pays où la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie internationale exploitent impitoyablement des millions de travailleurs et des millions de paysans en même temps qu'ils réduisent au chômage et au dénuement total des millions de pauvres.

Tancredo Neves est présenté comme l'homme de la transition : les classes possédantes brésiliennes lui ont confié la tâche de faire croire aux classes populaires brésiliennes que les choses iraient mieux pour elles avec le nouveau régime. Et c'est cette opération-là, bien délicate, que les possédants brésiliens voudraient ne pas rater.

Alors Tancredo Neves est-il capable de donner, ne serait-ce qu'un peu, le change aux classes pauvres ? Il est bien difficile de le savoir. Mais on comprend que les milieux politiques brésiliens, qui ont joué la carte de la transition tranquille, craignent que la disparition de ce politicien n'entraîne le retour à une période d'agitation politique et sociale.

Mais si Tancredo Neves est peut-être un bon cheval pour la bourgeoisie brésilienne, il n'a rien à voir avec les intérêts des classes populaires.

Son passé le montre.

Neves a 50 ans de carrière politique derrière lui : membre du Parti Social-Démocratique, il fut avant le coup d'Etat militaire de 1964 ministre de la Justice puis Premier ministre. Sous les militaires, il se tint en réserve espérant un jour être une solution de rechange pour la bourgeoisie. Il fonda un nouveau parti centriste, puis rejoignit un parti tout aussi

conservateur d'opposition bourgeoise au régime militaire : le parti du Mouvement Démocratique Brésilien. Il est gouverneur de l'Etat du Minas Gerais depuis 1982. Son opposition aux militaires fut des plus discrètes et il ne participa pas aux grandes manifestations populaires qui réclamaient au printemps dernier l'élection du président au suffrage direct. Par contre, il négocia avec des transfuges du régime militaire et avec les militaires eux-mêmes son élection. Il a d'ores et déjà déclaré que l'armée ne serait pas démocratisée car « elle est déjà démocratique ». « Il n'y aura pas de chasse aux sorcières ».

Ses soutiens politiques, il les a trouvés dans la grande bourgeoisie brésilienne : c'est de Moraes, président du premier groupe industriel privé du pays, Setubal, P-DG de la deuxième banque du pays, les propriétaires de la grande chaîne de supermarchés Pan de Açúcar. Il a reçu l'appui de notables du régime en place, passés au bon moment dans l'opposition.

Et sa politique, depuis qu'il a été élu, le montre tout autant.

La composition du nouveau gouvernement que Neves a rendue publique le 12 mars est en effet révélatrice. Chaves, vice-président du régime des militaires, se retrouve ministre des Mines et de l'Energie. Maciel, lui aussi membre du régime précédent, est à l'Education. Magalhães, ex-gouverneur de l'Etat de Bahia et un des responsables directs de la famine dans le Nordeste, a aussi un portefeuille. Le propre neveu de Neves, Dormelles, se retrouve ministre de l'Economie, après avoir été directeur du Trésor sous les militaires. Le banquier Setubal se retrouve ministre des Affaires étrangères. Le moins à droite de tous est, comme de bien entendu, le ministre du Travail, Piazinetto, avocat qui défendit des syndicalistes de Sao Paulo et qui devra user de son crédit et de ses belles paroles pour convaincre les travailleurs, qui ont vu leur pouvoir d'achat baisser de 40 % ces trois dernières années, de se serrer encore plus la ceinture et d'accepter le Pacte Social, c'est-à-dire de tout supporter sans rien dire, et pour couronner le tout, 6 généraux et amiraux se retrouvent eux aussi au gouvernement : au général Mendes la tâche de réorganiser... la police secrète.

Alors, s'ils ont ces derniers temps manifesté leur joie de voir les militaires quitter le devant de la scène, les travailleurs brésiliens ont toutes les raisons d'être défiants.

Michel BROUSSE

Derrière les à-coups du dollar

Le feuilleton dollar a connu ces jours-ci de nouveaux rebondissements. Le dollar avait fait sensation en dépassant la barre symbolique des 10 F. Il fait de nouveau parler de lui en repassant maintenant en dessous. Cette valse-hésitation pourrait bien sûr n'être qu'une farce sans importance si, derrière les mouvements désordonnés du dollar, il n'y avait une économie en crise, dominée par ce monstrueux château de cartes que constitue le système financier mondial, dont l'équilibre peut être à tout instant ébranlé par les réactions incontrôlées et incontrôlables de l'énorme masse des capitaux spéculatifs en quête de profit.

A l'origine de cet emballement spéculatif, se trouve le gouffre du déficit budgétaire de l'Etat américain. On prévoit aujourd'hui qu'il atteindra 2 220 milliards de francs en 1985, soit plus de deux fois le budget de l'Etat français, plus d'un quart des dettes accumulées au cours des dernières décennies par l'ensemble des pays du Tiers Monde. Un déficit qui est dû pour une très large part au triplement du budget militaire planifié par Reagan dès son arrivée au pouvoir.

Et c'est ce déficit que l'Etat américain compense en empruntant des masses énormes de capitaux en quête de profit, qu'il attire grâce à des taux d'intérêt élevés, qui assurent aux prêteurs des profits bien supérieurs et bien plus sûrs — les USA ne sont-ils pas le plus puissant bastion du capitalisme ? — que n'importe quel investissement dans la production, surtout en cette période de crise.

Et les prêteurs ne manquent pas. Bien que ce soit difficile à chiffrer, car les USA leur garantissent une certaine discrétion, des experts estiment que, rien qu'en 1984, 1000 milliards de francs sont venus s'investir aux USA, venant des quatre coins du monde. Ces masses de capitaux « installés » aux USA sont

devenues si importantes que, pour la première fois depuis 1914, le volume global des possessions étrangères aux USA dépasse maintenant celui des possessions américaines dans le reste du monde.

Cumulé année après année, ce déficit budgétaire a porté la dette publique américaine à 26.000 milliards de francs, trois fois la dette de l'ensemble des pays du Tiers Monde réunis, de ces mêmes pays auxquels l'impérialisme américain fait payer — par l'intermédiaire du Fonds Monétaire International — leur endettement, comparative-ment bénin, par des plans d'austérité draconiens pour les populations.

Mais il n'y a pas que l'Etat américain qui vit au-dessus de ses moyens, grâce à la manne des capitaux spéculatifs. L'exemple venant de haut, l'industrie américaine s'est empressée de suivre. Tandis qu'en Europe, ce sont les Etats qui financent pour une large part la modernisation des

trusts, aux USA ce sont les capitaux spéculatifs — dont certains sont d'ailleurs obligamment fournis par les trusts européens. Et l'endettement de l'industrie américaine atteint aujourd'hui les deux tiers de celui de l'Etat.

L'édifice américain repose sur ce gonflement gigantesque de l'endettement. Toute cette prospérité apparente — à commencer par la fameuse « reprise » américaine — est parfaitement artificielle et ne repose en fin de compte que sur la confiance qu'ont les prêteurs de capitaux, américains ou étrangers, ces créanciers de l'économie américaine, dans la bonne marche du système. Or le système engendre lui-même des facteurs de déséquilibre suffisamment puissants pour risquer un jour d'ébranler cette fameuse confiance. Un exemple d'un tel déséquilibre est offert par la montée galopante du dollar, provoquée par l'afflux des prêteurs, qui crée des difficultés aux exportateurs américains, au point que le déficit commercial du pays a atteint le chiffre record de 1 070 milliards de francs et qu'au cours du dernier trimestre 1984 les commandes à l'industrie américaine ont enregistré une baisse continuelle.

Alors le système capitaliste est en train de vivre dangereusement. Dans l'emballement spéculatif, il contrôle de moins en moins ce qui pourrait causer sa perte.

Mais l'ensemble des capitalistes profitent des dangers qu'ils accumulent, que ce soit en tant que prêteurs ou en tant que bénéficiaires des prêts. Ils créent les risques ; mais les seuls à payer la note pour l'instant, ce sont les populations dont le niveau de vie et l'emploi font les frais de l'instabilité monétaire et de la fuite des capitaux hors des secteurs productifs. Alors, pour les riches de cette société, l'opération continue à être bonne, et ils n'ont aucune raison de s'arrêter en si bon chemin !

François ROULEAU

Il a failli voir le bout du tunnel

Le secrétaire d'Etat américain au Travail, Raymond Donovan, a dû démissionner de son poste. Il faut dire que ce monsieur avait quelque peu outrepassé ses attributions officielles en « gonflant » — de 74 millions de francs, excusez du peu ! — la facture présentée à l'Etat par la Schiavone Construction Incorporated pour le forage d'un tunnel de métro. Il faut dire aussi qu'il était copropriétaire de ladite société, et que cela lui a valu une inculpation pour vol et escroquerie en bonne et due forme.

Un ministre du Travail qui travaillait au noir, c'est quand même une curiosité, non ?

F.R.

GRANDE-BRETAGNE :

Nouvelles mesures contre le niveau de vie des travailleurs



En Angleterre, comme en France, une politique d'austérité contre les travailleurs.

Quinze jours après la défaite des mineurs britanniques, le gouvernement Thatcher a présenté son nouveau projet de budget devant le Parlement, un projet dont les mesures avaient toutes été plus ou moins annoncées par avance, mais qui marque un pas de plus vers la diminution générale du niveau des salaires.

Ainsi ce projet prévoit-il la remise en question du système des « wage councils » (conseils salariaux) qui fixe les salaires minimums de près de trois millions de travailleurs de petites entreprises, en particulier dans le commerce, l'hôtellerie, la confection ou l'agriculture. En l'absence d'un équivalent du SMIC, ce sont ces conseils qui constituent la seule barrière à la diminution des salaires, dans ces secteurs où les travailleurs ne sont guère organisés. Une barrière bien précaire d'ailleurs puisque, depuis quelques années, le gouvernement a délibérément diminué le nombre des inspecteurs chargés de faire respecter ces salaires minimums. Résultat : on estime de façon tout à fait officielle que 40 % des petites entreprises concernées ne les respectent plus !

Dans le même temps, le gouvernement Thatcher a annoncé

pour bientôt une refonte du système des allocations sociales destinées à les rendre « plus incitatives », selon les propres paroles du ministre du Travail, c'est-à-dire plus incitatives à pousser les chômeurs à accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire !

Enfin, une autre mesure incluse dans le projet de budget est destinée à faciliter la « flexibilité » de l'emploi : dorénavant la réglementation sur les licenciements ne s'appliquera plus qu'aux salariés ayant au moins deux ans de présence (au lieu d'un an).

La défaite de la grève des mineurs fait que la situation est certainement plus favorable aux conservateurs pour faire passer de telles mesures. Mais elles étaient prévues et annoncées de longue date.

Elles prennent place dans un plan dont Thatcher et la Grande-Bretagne n'ont pas le monopole. Ainsi, au même moment, en France on parle de flexibilité du travail et d'exceptions à la règle du SMIC. Ces mesures sont dans la droite ligne de la politique que Thatcher partage avec tous ses homologues européens, entre autres Fabius, tout « socia-

liste » qu'il soit. Une politique qui vise à faire payer les frais de la crise à la classe ouvrière, à faire accepter aux travailleurs une dégradation de leur niveau de vie et à utiliser la pression du chômage pour permettre aux patrons de disposer d'une main d'œuvre à bon marché.

François ROULEAU

T'as pas cent briques ?...

Il y a au moins quelqu'un en Grande-Bretagne qui ne se plaint pas de la politique d'austérité de Thatcher. C'est un certain John Harvey-Jones. P-DG de Imperial Chemical Industries, le premier trust britannique de la chimie.

Ce monsieur a en effet réussi, en pleine période de blocage des salaires, à s'octroyer la modeste augmentation de 68 % pour l'année 1984. Compte tenu des 1,8 million de francs qu'il touchait déjà chaque année, ce brave homme disposera donc de 3 600 F de plus... par jour. L'équivalent d'un trimestre d'allocations sociales pour un chômeur célibataire !

Voici donc réalisé le vieux rêve des alchimistes : transformer la sueur et le travail des hommes... en or pour P-DG.

ISRAËL :

Manifestations en Israël pour le retrait immédiat des troupes du Liban

Une vingtaine de milliers de personnes ont manifesté samedi dernier dans les rues de Tel-Aviv, pour réclamer le « retrait immédiat et complet » des troupes israéliennes du Liban, à l'appel du mouvement « La paix maintenant ».

D'autres manifestations se sont aussi multipliées ces derniers jours en Israël, à l'appel de différents mouvements, telles qu'allumer les phares un après-midi, ou des rassemblements de protestation devant la présidence du Conseil. Un sondage effectué dans la population montre que seules 3 % des personnes sont favorables à l'occupation au Liban, l'immense majorité souhaitant

un retrait immédiat des troupes qui y stationnent.

Il est vrai que ce qui touche le plus les Israéliens actuellement n'est pas tant les méthodes terroristes de l'armée contre la population libanaise que la crainte de voir un de leurs proches tué dans cette guerre, et que ces manifestations n'ont pas l'ampleur de celles de 1982, au moment de l'offensive israélienne et des massacres de Sabra et Chatila. Cependant, elles sont le signe que la majorité de la population n'est plus prête à suivre aveuglément son Etat dans une politique guerrière, du moins quand celui-ci n'apparaît pas directement menacé.

Marianne LAMIRAL



Manifestation contre l'intervention israélienne au Liban, en février 1984 à Jérusalem.

AFRIQUE DU SUD

4 jours d'émeute

Les émeutes qui ont éclaté vendredi 15 mars dans les ghettos sud-africains ont fait au moins une quinzaine de morts en quatre jours, dont douze dans la région du Cap.

C'est pour protester contre le régime d'Apartheid que les ouvriers noirs ont fait trois jours de grève et que les écoliers ont boycotté leurs cours. Les émeutiers ont attaqué les policiers noirs et les élus locaux noirs, tous ceux qui acceptent de collaborer avec le pouvoir blanc détesté par la population noire.

Ces événements sont désormais devenus l'actualité quotidienne de l'Afrique du Sud : en six mois, la répression aurait fait 200 morts. Car le gouver-

nement raciste de Pretoria, qui a voulu se donner un vague air libéral en accordant une pseudo-représentation parlementaire aux Métis et aux Indiens, n'a en fait strictement rien à proposer aux exploités, en particulier aux Noirs qui constituent les trois quarts de la population.

Il n'a rien d'autre à leur offrir que la misère, les discriminations, la matraque, les blindés et le ratissage systématique des cités-ghettos, comme il l'a encore fait récemment. Mais il sème ainsi à chaque fois un peu plus de rage, de haine et de révolte et c'est la tempête qu'il récoltera.

Sylvie MARÉCHAL

USA

Présumé coupable

Une nouvelle fuite de gaz s'est produite dans une autre usine d'Union Carbide, située en Virginie. Cette fois, il s'agit de mésithyl : 50 kilos de ce gaz se sont échappés d'un réservoir de distillation et ont formé un nuage au-dessus d'un cen-

tre commercial et, selon une victime, « il s'est mis à pleuvoir de drôles de gouttes, des personnes ont eu des nausées, quelqu'un a même failli s'évanouir ». Une dizaine de personnes ont été intoxiquées, heureusement sans gravité.

Il aura fallu quarante-huit heures aux autorités pour détecter l'origine de la fuite, tant les usines chimiques sont nombreuses dans la région. Pourtant, le nom d'Union Carbide aurait dû les mettre sur la voie.

□ RATP (Ateliers de Championnet - Paris 18^e)

Accident grave : la direction est responsable

Aux Ateliers de Championnet à Paris, où sont réparés les bus de la RATP, un très grave accident s'est produit mardi 19 mars vers midi.

Un ouvrier d'une entreprise extérieure à la RATP a été grièvement blessé. Cet ouvrier découpait des poutrelles. Et les flammèches produites par l'acier en fusion ont mis le feu à un bidon qui se trouvait près de là et qui était rempli de résidus de solvants. Une explosion a suivi et l'ouvrier a été gravement

brûlé. Cet accident s'est produit tout près de l'équipe Peinture.

Heureusement, des camarades sont intervenus et, malgré les difficultés d'accès, ils ont pu se saisir des extincteurs pour éteindre les flammes qui transformaient la victime en une véritable torche vivante. C'est une chance que ces travailleurs se soient trouvés là et aussi qu'ils aient eu la présence d'esprit de fermer au plus vite les deux bouteilles d'acétylène qui étaient sur

place. Et c'est à ce moment qu'on a vu arriver l'ingénieur en chef, très grand seigneur : « Ne vous affolez pas. (!) Les pompiers arrivent ».

Cet accident peut apparaître comme le résultat d'un concours de circonstances malheureux dû à la fatalité. Le problème, c'est qu'il y a déjà longtemps que la question de la sécurité sur les échafaudages se pose : il y a environ deux ans, un travailleur était tombé et s'était sérieusement blessé. Par

ailleurs, plus récemment, une explosion s'est produite dans un tuyau où il restait du gaz, ne faisant heureusement aucune victime. Et il y a encore quelques mois, un ouvrier qui découpait des rails aux Ponts Arrière a failli tomber avec le rail sur lequel il travaillait à plusieurs mètres de hauteur.

Non, tout ça n'est pas le fait du hasard : c'est le fait d'un laisser-aller sur les consignes de sécurité. En effet, il faut faire les travaux pour moderniser

Championnet, et il faut les faire vite.

Mais cette politique, il y en a qui la payent cher. A l'heure où nous écrivons, ce camarade est à l'hôpital, affreusement brûlé, dans un état très grave.

La direction, elle, doit chercher le nom du lampiste qui portera le chapeau.

Mais c'est pourtant bien elle qui est responsable.

Correspondant LO

A la RATP

C'est toujours l'union de la gauche et de la rigueur

Tandis que la PCF a quitté le gouvernement et qu'il attaque vigoureusement le PS, à la RATP, un petit îlot d'union de la gauche est resté : le patron, le « président du conseil d'administration », c'est le membre du PCF Claude Quin ; et son second, le « directeur général », c'est Philippe Essig, du PS.

Et ensemble, dans leur domaine, celui des transports parisiens, ils font exactement ce que faisait le gouvernement de gauche du temps de la participation communiste, et exactement ce qu'il continue à faire depuis que le PS est seul : instaurer l'austérité. En voici quelques exemples :

Alors qu'en 1981 les frais de personnel représentaient 62 % des dépenses RATP, la politique de suppressions de postes a ramené ce chiffre à 58,2 %. Ainsi en 1985, malgré les prolongements de deux lignes de métro (lignes 5 et 7), aucune embauche n'est prévue.

Pourtant, selon la direction elle-même, 170 postes supplémentaires auraient été nécessaires, mais le gouvernement a refusé. Alors Quin et Essig ont signé une note déclarant qu'il ne restait plus au personnel qu'à faire « un important effort de productivité du travail au sein de l'entreprise, dans une optique de modernisation et de gain d'efficacité ».

Sur le réseau des autobus, on fait aussi la chasse aux postes à supprimer. Ainsi, le prolongement de la ligne 5 du



métro vers Bobigny a entraîné la modification de treize lignes d'autobus de ce secteur. La direction en profite pour supprimer 16 voitures, et 19 machinistes et 310 000 kilomètres par an de transport. La RATP aurait pu, par exemple, renforcer la fréquence des bus ; mais non. Ainsi pour le 146 (Le Raincy), la fréquence sera de 8 à 12 minutes aux heures de pointe, et toutes les 20 minutes le reste du temps. C'est agréable, surtout l'hiver...

Un autre « progrès » apparent n'est pas si avantageux qu'il en a l'air. La RATP prévoit l'acquisition de 500 autobus articulés (bien plus longs que les autres) pour les lignes parisiennes et certaines lignes de banlieue. Mais il faut savoir que 100 bus standards sont remplacés par 70 articulés et que la RATP économise 16 chauffeurs sur 100.

Pour les usagers, la conséquence sera la suivante : les bus seront plus grands, bien

sûr, mais la fréquence plus réduite, alors que c'est l'attente qui est considérée comme le principal souci des usagers. Ainsi par exemple, sur la ligne 158 A, la fréquence actuelle de 6 à 8 minutes aux heures de pointe passera à 8 à 12 minutes, etc.

En revanche, pour les banques, cela va plutôt mieux : la charge financière due aux emprunts auprès des banques augmente de 14,5 %. Il y aura 1 693 millions à débours (soit 11,7 % du poste dépenses) qu'il faudra bien que les usagers et les employés payent, d'une manière ou d'une autre. Pour commencer, une hausse de 4,5 % des tarifs est prévue en avril prochain.

C'était quoi, déjà, le slogan des usagers mécontents il y a quelques années ? « On ne nous transporte pas, on nous roule ! ».

Correspondant LO

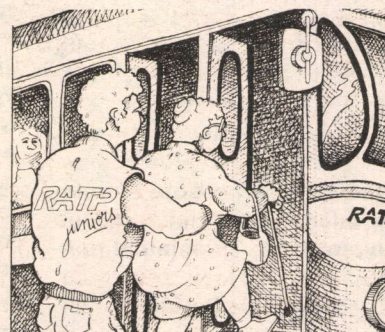
RATP-JUNIOR :

Tout le monde ne sait pas que la Régie a embauché des jeunes dans le cadre des TUC : dans un premier temps il doit y en avoir 1 300, dont 950 pour le réseau ferré.

Ils sont payés 1.200 F par mois par l'Etat, plus un complément de 300 F versé par la Régie. Ils ont une carte de service permettant le transport gratuit, le droit de manger dans les cantines, et une veste ou un blouson RATP. Sur les vestes, il y a marqué « RATP-Junior ». Encore heureux qu'elles ne soient pas en jaune et marron, comme les « tickets-chics-tickets-chocs ».

Les tucistes doivent travailler 20 heures par semaine selon des horaires très variables, à raison de 4 heures par jour.

Les tucistes ne doivent en principe pas faire le travail des employés à plein temps, mais leur fonction se rapproche beaucoup de celle des agents d'accueil et même de contrôle. Ils pourraient même avoir à faire des « remontrances légères aux petits contrevenants ». Les remontrances



Extrait de *Entre les lignes* (Journal de la RATP).

« lourdes » aux « gros » contrevenants étant réservées aux RATP-seniors, si on comprend bien.

De toute façon, la présence de ces agents payés au rabais permet à la direction d'éviter d'embaucher pour poursuivre la politique dite de « réhumanisation » du métro qu'elle prétend vouloir faire.

Certains agents de la RATP disent qu'après tout il vaut mieux être occupé de cette façon que d'être complètement au chômage. Mais beaucoup sont scandalisés par le sous-salaire proposé aux TUC, qui ne leur permet pas de vivre, mais seulement d'apporter un complément de ressources à des jeunes qui sont hébergés par leur famille.

Echos des entreprises...

Libre choix du médecin ?

La direction retire de plus en plus systématiquement un jour de salaire aux agents qui tombent malades, et en particulier à ceux qui se font soigner par leur médecin personnel.

Elle se retranche derrière l'application de son règlement (art. 12 et 13 du RPS 10) qui veut que seul le médecin SNCF ou celui de la Caisse de Prévoyance puisse décider s'il y a lieu d'effectuer la retenue.

C'est une manière de revenir, dans les faits, sur la possibilité accordée récemment de pouvoir consulter le médecin de son choix, SNCF ou non.

C'est comme ça que la SNCF conçoit la liberté : on est libre de

choisir son médecin... à condition de perdre sur son salaire et d'avoir un salaire en conséquence ! Car finalement une telle mesure ne gênera que les plus bas salaires.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Paris-Sud-Lavage.

Votre enfant m'intéresse

La mairie de Paris a décidé d'encaisser 19 jours minimum par mois pour les crèches. Enfants malades, en vacances ou pas, vous recevrez la même facture pour un jour que pour 19.

Domage que le système ne marche pas pour nous : venir travailler un jour, payé 19, pas mal !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière UAP Tour Assur.

□ AEROSPATIALE (Saint-Martin-Toulouse)

Des conditions de travail qui se dégradent

7 800 personnes travaillent dans les usines de l'Aérospatiale à Toulouse, la plus importante étant celle de Saint-Martin (3 600 personnes). C'est là que se trouve la chaîne d'assemblage de l'Airbus. C'est le dernier maillon de la fabrication de l'avion. Différents tronçons de l'avion proviennent de plusieurs pays où ils sont réalisés, notamment l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne. Ils sont assemblés à Saint-Martin, sur la chaîne de montage qui est divisée en plusieurs postes. Une fois assemblé, l'avion passe ensuite à la piste où s'effectuent les essais au sol et en vol, ainsi que la finition de l'appareil. A l'inverse de l'image de marque qui nous est donnée de l'Aérospatiale, le travail dans les ateliers, bien que différent, devient de plus en plus comparable par certains côtés à celui qui existe dans les chaînes d'automobile. Qu'on en juge.

A LA CHAÎNE AIRBUS

A l'heure actuelle, à la chaîne Airbus, bien que le nombre d'avions fabriqués, soit en baisse (de 4,2 à 3,2 avions par mois), les cadences de travail, elles, ne diminuent pas pour autant, puisque la direction a réduit de 80 travailleurs les effectifs. Cela se traduit par des conditions de travail plus pénibles.

Ainsi, aux postes 25 et 24, le nettoyage des réservoirs situés à l'intérieur de la voilure est fait par un travailleur qui, à

cause de l'exiguïté de celle-ci, est obligé de se mettre à plat ventre et n'est muni que d'un pinceau et d'une raclette. Habillé d'une combinaison de protection rudimentaire, il est laissé sans surveillance alors qu'il respire en permanence des vapeurs de kérosène qui sont dangereuses.

Au poste 40, où la voilure est raccordée au tronçon central, les ouvriers travaillent le plus souvent pliés en deux, dans les caissons de voilure hauts de 70 centimètres. A quatre dans cet espace réduit et encombré, avec l'huile qui suinte en permanence, avec les copeaux qui sautent au visage, on perce des trous et on visse des boulons toute la journée. Quant à ceux qui sont à l'extérieur du caisson, ils ne sont pas mieux lotis : le perçage s'effectue avec des outillages de plusieurs dizaines de kilos et au moyen d'aléseuses portatives de plus de 20 kilos. Tout cela se passe dans un bruit infernal et avec la maîtrise toujours sur notre dos.

Les accidents sont trop fréquents. Le dernier en date, fin janvier 1985, est arrivé à un travailleur de chez Messier, une entreprise spécialisée dans les trains d'atterrissage qui est chargée de monter les roues du train d'atterrissage principal au poste 35. Alors que ce travailleur déchargeait les roues d'un chariot, l'une d'entre elles, d'un poids de 80 kilos environ, a roulé sur lui, lui brisant le tibia. Le chariot ne possédait pas de système de sécurité adéquat. C'est après l'accident qu'il a été modifié !

□ Niederbruck (Haut-Rhin)

Toujours plus de chômeurs toujours plus de cadences

L'entreprise Cuivre et Alliage Niederbruck, à 30 km de Mulhouse, employait 250 personnes à la transformation du cuivre en produits semi-finis.

Or depuis peu la direction, par le biais des pré-retraites et des incitations aux départs volontaires (elle offre 30 000 à 40 000 F pour cinq à dix ans d'ancienneté), est arrivée à réduire le personnel d'un cinquième. Et pour ceux qui restent ; augmentation des cadences pour arriver à dépasser la production d'avant les licenciements, sur des machines vétustes, et pressions individuelles avec menace de sanctions pour ceux qui prennent des congés-maladie.

Dans cette petite vallée, coincée entre l'Alsace et les Vosges, plusieurs entreprises ont soit fermé leurs portes, soit considérablement réduit leur personnel. Et on en arrive à compter non seulement un grand nombre de chômeurs, notamment des jeunes, mais une augmentation importante des longues durées.

Heureusement, une fois par mois, dans ce canton qui compte 2 800 habitants, un représentant de l'ANPE tamponne les cartes de pointage et celui-ci, chargé de nous aider à trouver un emploi, n'est autre que le garde-champêtre.

Correspondant L.O.

A LA PISTE

Ce n'est guère mieux à la piste qui est en fin de chaîne. Là, avec environ 220 mécaniciens et électriciens, plus des sous-traitants et des intérimaires dont le nombre total varie de 50 à 150, on effectue toutes les retouches et travaux restants qui n'ont pu être faits sur la chaîne, puis on prépare l'avion pour la livraison. Tous ces travaux se font à l'extérieur, par tous les temps (les avions sont disposés en étoile, autour d'un bâtiment appelé « l'abreuvoir » qui sert en gros d'intendance). La piste, c'est aussi l'aire de travail : on travaille à toutes les heures. Cinq équipes en deux fois neuf, trois équipes en VSD, (10 heures par jour, les vendredis, samedis et dimanches), sans compter le recours aux heures supplémentaires.

C'est en partie à la suite du fameux contrat avec la Panam que les mauvaises conditions de travail se sont accentuées. En effet l'accord prévoit la

livraison de 25 avions, en leasing, en un temps record. Alors, le patronat a voulu augmenter les cadences, et cela a été la cause directe de trois accidents en l'espace d'un mois et demi. C'est d'abord un mécanicien qui, en nettoyant l'avion au niveau des trappes du train principal, a glissé d'un bâtis dépourvu de protection : double fracture du péroné. Quelques jours après, un autre mécanicien a glissé au travers d'une ouverture d'accès, entre la cabine de pilotage et la soute : une déchirure à l'intérieur de la cuisse, du genou jusqu'au niveau des testicules. Il y a deux semaines, alors que deux ouvriers nettoyaient les fuites d'huile du circuit hydraulique à l'intérieur du logement de train principal, une trappe qui était fermée s'est ouverte d'un seul coup. Si l'un d'eux a pu se tenir, l'autre est tombé sur le sol d'une hauteur de trois mètres. Il a été hospitalisé et n'a toujours pas repris le travail. C'est parce que la sécurité n'avait pas été mise que l'accident est arrivé, alors qu'elle est prévue depuis qu'un accident

mortel s'était produit sur la chaîne, en 1979.

ET POUR COURONNER LE TOUT, EN 1983 et 1984

La direction a imposé, dans les secteurs de la production, une semaine de chômage partiel au moment de Noël, payé à 50 %. Et dans les mêmes secteurs, depuis deux ans, elle a réduit de deux heures l'horaire de travail (de 39 h à 37 h), avec perte de salaire de 50 % environ.

Alors si le succès de l'Airbus a été et est encore, malgré la baisse des ventes, un motif de gloire pour l'Aérospatiale, et s'il est, pour le gouvernement, une opération de prestige pour redorer son blason, il se traduit par contre pour les travailleurs par des risques accrus et des conditions de travail de plus en plus dures.

Correspondant L.O.

□ PEUGEOT - Montbéliard

Une centaine de jeunes chômeurs ont manifesté à l'intérieur des usines

C'est à une centaine que des jeunes chômeurs, banderole en tête, intitulée « Nous voulons du boulot », ont pénétré en manifestation dans l'usine de Sochaux, à l'heure du changement des équipes.

Pendant plus d'une heure, ils ont défilé sur les autogares, devant des milliers d'ouvriers qui changeaient de poste.

L'ambiance du cortège était dynamique, les jeunes ponctuaient leur manifestation de slogans, le poing levé : « Les ouvriers avec nous... On veut vivre... Aux chômeurs du boulot, Peugeot doit embaucher ». Une trentaine de militants de la CGT accompagnait ces jeunes.

La direction Peugeot avait mobilisé environ 200 cadres et agents de maîtrise pour protéger les entrées des ateliers et des bureaux. A l'adresse des cadres, un jeune chômeur déclarait : « Votre politique, c'est dans un sens : nous on ne veut pas se faire écraser ».



C'est à l'occasion de la réunion d'environ trois cents jeunes chômeurs, provoquée par les deux maires communistes de la région à propos de l'embauche des TUC, que l'idée de manifester auprès des usines de Peugeot de la région avait été lancée.

Les ouvriers de l'usine ont accueilli cette initiative avec une certaine sympathie. Le pays de Montbéliard compte actuellement 8 000 chômeurs. Les manifestants enthousiastes, avant de quitter l'usine en cortège, ont déclaré qu'ils reviendraient, et plus nombreux.

dans
les entreprises



□ SNCF

La grève des roulants

Mardi 19 mars, à l'appel de la CGT, de la FGAAC, syndicat corporatiste des agents de conduite, et de la CFDT dans certains secteurs (Paris Montparnasse, Paris Sud-Est, Paris Sud-Ouest par exemple), les agents de conduite ont fait grève.

D'abord parce que l'application des 35 heures n'a rien changé aux conditions de travail. Les roulements sont même de plus en plus touchés et la direction en profite pour réduire les effectifs.

La SNCF entend supprimer, d'ici 1988, 20 000 à 30 000 postes de cheminots. Cela signifie pour les agents de conduite une baisse des effectifs bien sûr, mais aussi une augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent. Les motifs de mécontentement sont donc bien réels.

« La grève réussie » titrait à la Une *L'Humanité* du 20 mars. Mais à y regarder de près, la grève était-elle « sur les bons rails » comme le prétend le quotidien du Parti Communiste ?

A propos de la participation tout d'abord. Selon la SNCF, il y aurait eu 40 % de grévistes parmi les conducteurs de train et 25 % pour les contrôleurs et les agents accompagnateurs de train. Il est difficile de vérifier ces chiffres, mais il semble bien que sur certains réseaux la grève était bien suivie, en particulier sur le Midi-Pyrénées où le trafic a été presque entièrement interrompu. Ailleurs, par exemple au dépôt de Paris Sud-Ouest, le plus grand de France, il y avait moins de 50 % de grévistes, alors que les trois organisations syndicales, CGT, CFDT, FGAAC, appelaient.

Mais surtout, s'il était légitime que les roulants se battent pour leurs repos, pourquoi ne pas avoir profité de l'occasion pour mettre en avant le problème général des effectifs, qui touche tous les agents de la SNCF ?

En ne le faisant pas, la CGT contribue à maintenir dans l'idée des autres catégories de cheminots qu'en fin de compte chaque corporation se bat pour ses problèmes particuliers. Est-ce ainsi que la CGT entend préparer à la SNCF la grève générale qu'elle met à l'ordre du jour dans ses discours ? Cette grève serait-elle, dans l'esprit des dirigeants de cette confédération, une simple coïncidence de grèves de différentes corporations, alors que les problèmes sont communs à tous les cheminots ?

Dans les jours et les semaines qui viennent, déjà, la CGT

parle de programmer d'autres mouvements : mobilisation de jeunes cheminots le 23 mars dans le cadre confédéral, appels à l'action au Matériel et à l'Équipement pour la dernière semaine de mars, etc.

Et cela prouve que la possibilité d'une lutte d'ensemble à 250 000 cheminots, et pas seulement à 21 000 conducteurs, existe à la SNCF ; justement parce que c'est dans tous les secteurs de l'entreprise que la politique de réduction d'effectifs s'applique, ainsi d'ailleurs que l'austérité sur les salaires.

Hervé MARTIN

RHR et RAR : ce n'est pas de tout repos pour les conducteurs de train

Les roulants avaient bénéficié en mai dernier de l'application des 35 heures. Mais, le calcul de cet horaire se faisant sur une moyenne, ils n'en ont guère vu la couleur. D'autant que la pénibilité du travail vient ici en bonne partie des déplacements à longue distance, qui occasionnent pour les conducteurs des « Repos Hors Résidence » (RHR), qui peuvent même dépasser les 30 heures !

La grève de mardi 19 avait

pour objet de faire pression sur la SNCF pour obtenir la réouverture de négociations sur ce problème. La CGT revendique une compensation légitime : dès que l'on dépasse les 16 heures de RHR, il doit y avoir une compensation, d'abord de 2 heures, à ajouter au prochain repos, qui, lui, est réglementairement un « Repos A Résidence » (RAR).

Correspondant LO

Suppression d'effectifs chez les roulants

Au Dépôt de Paris Sud-Ouest, à l'occasion de la sortie du nouveau roulement 120, qui concerne des conducteurs de trains à 200 km/h (Capitole, Aquitaine, etc.), la SNCF a mis en place un nouveau système de contrôle de vitesse et en a pris prétexte pour supprimer le deuxième conducteur, qui était jusqu'ici d'usage sur ces trains.

Ainsi, chaque conducteur doit maintenant travailler sur deux fois plus de kilomètres, en étant seul. L'économie en

personnel ainsi réalisée serait d'une semaine de grille de roulement.

Il y a peu, sur la banlieue cette fois, l'introduction des nouvelles rames Z2N (tricolores à deux niveaux) était l'occasion de supprimer les agents de train.

Toutes les occasions sont bonnes pour rogner sur les effectifs... Peu importe l'aggravation des conditions de travail pour ceux qui restent.

Correspondant LO

□ RENAULT-Le Mans

La CGT veut qu'on débraye... mais sous sa direction

A Renault-Le Mans, depuis plusieurs semaines, la CGT se montre active, cherche à préparer les travailleurs à l'idée qu'il va falloir « faire quelque chose ». Ses militants organisent des réunions, des assemblées. Et il y a eu ces dernières semaines une série de débrayages, le plus souvent à leur initiative. Tour à tour, plusieurs dizaines ou plusieurs centaines de travailleurs ont débrayé.

Cependant on a eu un exemple de la façon dont la direction de la CGT conçoit la lutte qu'elle dit préparer, lors du dernier débrayage qui a touché le secteur du Tracteur (1 600 travailleurs). Au ras-le-bol général s'ajoute, au Tracteur, l'inquiétude sur l'avenir de l'emploi dans ce secteur. Alors mercredi 13 mars, quand des délégués CGT ont proposé de débrayer pour aller voir le chef de département, il y avait du répondant.

Là, les travailleurs ont rappelé leurs motifs de mécontentement : les salaires, la baisse des primes, le blocage des congés en août, etc. Ils se retrouvèrent à 300 devant le sous-chef, qui oppose un « non » sur tout, y compris le paiement des heures de débrayage. Lorsque l'un des travailleurs, exprima alors tout haut que ça voulait dire la grève, il y avait de l'ambiance et tous les présents dirent « oui ! » par acclamation.

Mais il y eut ensuite quelques instants de flottement. Des travailleurs se retrouvèrent à manifester dans la rue, puis en direction du CE où se tenait la réunion des syndicats avec les patrons. Puis la plupart allèrent manger. Mais à la fin de l'équipe d'après-midi, il y avait encore environ 120 travailleurs décidés à continuer le mouvement, alors que manifestement, la direction de la CGT avait prévu que le débrayage devait s'arrêter là.

C'est pourquoi un travailleur proposa d'élire un comité de grève pour organiser le mouvement. Quelques travailleurs levèrent la main, mais la proposition ne fut pas retenue. Mais il n'en fallut pas plus pour que les délégués CGT bousculent le travailleur qui avait pris la parole : « T'es pas délégué, toi ! », « Descends de là ! ». Ce travailleur proposa néanmoins de voter clairement pour la grève : les 120 présents levèrent la main. « Faut y aller » dirent plusieurs. Les responsables syndicaux expliquèrent alors qu'on ne peut pas commencer un mouvement minoritaire, surtout qu'un mouvement, un débrayage précisément, est prévu sur toute l'usine pour la fin du mois. « Je sais que je vais me faire engueuler par vous, mais je suis là pour ça... » dit l'un d'eux.

En fait la CGT, qui s'affirme pourtant pour l'action depuis des mois, veut que cette action s'inscrive dans ses propres plans, ses propres décisions, élaborées sans consultation ni discussion avec les travailleurs eux-mêmes. Elle avait prévu que ce débrayage devait être limité ; il devait le rester, même si les travailleurs n'étaient pas de cet avis.

Et en effet les travailleurs présents ne compennent pas. Un ouvrier dit : « On commence à 150, comme en septembre », un autre : « On s'arrête et on appelle les autres à la grève ».

Les réflexions fusent : « Tu nous fais le même coup qu'en 71 » ! « Si on fait pas là grève maintenant vous ne me verrez pas à la fin du mois » !

Finalement, écoeürés par l'attitude des dirigeants CGT, tous repartent un par un, non sans les avoir pris à partie : « Faudrait faire grève quand vous, vous le décidez ! » Plusieurs pensaient que, vu le climat au Tracteur, comme dans le reste de l'usine, il y avait la possibilité d'une extension de la grève. Mais ils n'étaient pas prêts à en assumer le poids seuls, alors que les responsables CGT s'y opposaient.

Était-ce le moment ? Quels objectifs fallait-il donner au mouvement ? Sur tout cela, justement, en refusant d'en discuter démocratiquement avec tous, les dirigeants syndicaux n'ont pas permis aux travailleurs de se former une opinion. Ils ont ainsi montré que leur souci d'imposer leur direction et leurs décisions préétablies passe avant celui de renforcer le moral des travailleurs, leur confiance en eux-mêmes et dans leur force. Cela leur a valu dans les jours suivants, notamment, que quelques travailleurs déchirent leur carte syndicale pour protester contre leur attitude.

Mais ce n'était pas tout. Le lendemain même, dans toute l'usine, les bureaucrates syndicaux distribuaient un tract dénonçant nommément le travailleur qui avait pris la parole pour proposer d'élire un comité de grève des Tracteurs : c'était paraît-il un « *trublion gauchiste* », « *élément manipulé* » qui a « *failli envoyer ses camarades de travail à la catastrophe, en appelant à la poursuite d'un mouvement minoritaire* » !

Mais la catastrophe, ce serait justement de faire grève en s'en remettant à la direction exclusive de bureaucrates syndicaux qui s'opposent aux travailleurs dès que ceux-ci prennent des initiatives qui ne cadrent pas avec le programme décidé en haut. Au fond, ce sont les dirigeants CGT eux-mêmes qui en ont fourni la démonstration dans toute cette affaire.

(Correspondant LO)

« Montand vous parle » : Un Français très moyen

Yves Montand vient de donner dans *Paris-Match* une longue interview politique de douze pages qui ne mériterait sans doute pas qu'on en parle si elle n'était l'annonciatrice d'une émission à la télévision (FR3 le 25 avril) intitulée *La guerre en face*. Et comme d'autre part Montand envisage de tourner avec Costa-Gavras et Semprun un film qui « serait articulé autour de ce qui m'est arrivé l'année dernière et qu'on a appelé le « phénomène Montand », on n'y coupera donc pas, de toute façon...

Disons tout de suite que, pour Montand, cela ne s'arrange pas. Sa haine du communisme est telle « que si un homme de plus de 55 ans, et encore membre du Parti Communiste, veut me rencontrer et me dire bonjour, je lui fous sur la gueule ». Son aversion du stalinisme se confond absolument avec celle envers le communisme : quand des gauchistes, trotskistes, maoïstes, chantent *L'Internationale*, cela lui donne « froid dans le dos » lorsqu'il pense à ce que pourraient en dire les travailleurs de Gdansk et les mineurs de Silésie. D'ailleurs son héros c'est Walesa, non pas tant le leader des luttes ouvrières que le temporisateur : « Il démontre que dans une

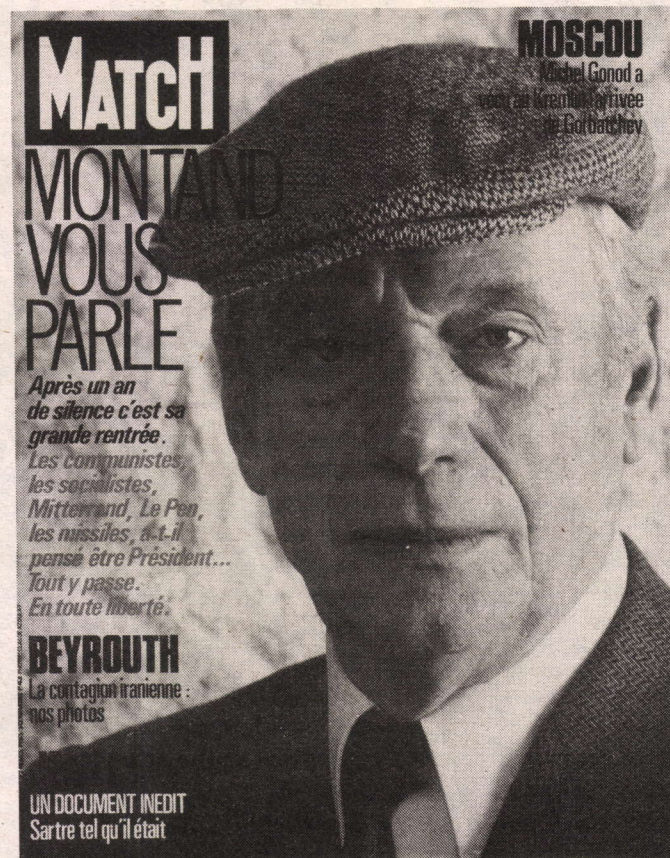
situation épouvantable, quasiment impossible, on peut arriver à éviter un bain de sang à la Pologne, à garder le peuple en éveil ».

On pourrait dire que Montand est (depuis longtemps déjà) passé à droite, bien qu'il dise avoir voté Mitterrand et récidivé aux élections européennes en votant pour Jospin : il désire que Mitterrand reste président « et que les hommes de l'opposition prennent l'économie en main ». Il pense que, pour Reagan, « le positif l'emporte sur le négatif ». Que Marie-France Garaud a raison quand elle évoque le danger de la super-puissance soviétique. Il estime que l'intervention de l'armée française au Tchad ce n'était pas du colonialisme. (C'était quoi ? Du tourisme ?). Il estime que « parler d'indépendance canaque est une stupidité, car en Nouvelle-Calédonie aucune ethnie ne représente le tiers de la population ». Etc., etc.

Mais à y regarder de plus près, Montand n'a que la mentalité de ce qu'on appelle le « Français moyen », la mentalité du petit bourgeois arrivé, avec en plus la richesse, bien entendu. Montand est très satisfait de vivre dans un pays démocratique. Il

veut préserver cette paix-là. Il la croit menacée par une invasion soviétique un jour ou l'autre. Il est donc partisan d'un armement européen ultra-moderne. L'idée que les impérialistes puissent un jour vouloir en découdre avec l'Union Soviétique ne semble pas l'effleurer. Finalement, avec l'âge, il devient de plus en plus frileux et cherche des parapluies — fussent-ils atomiques — pour préserver sa tranquillité. Et surtout, pas de révoltes. En France, parce que, selon lui, on a tout ce qu'il faut. Et dans le Tiers Monde, parce que cela mène au communisme abhorré. On aimerait bien savoir quel conseil de sagesse Montand pourrait donner à un ouvrier du Brésil, un mineur noir sud-africain, ou un paysan indien, voire à un ouvrier d'URSS ? Ne pas bouger ? Ne pas faire de vagues ? Ne pas menacer la quiétude de Montand et de ses semblables ?

Le plus drôle, c'est que Montand avoue qu'il a pensé, « quand le phénomène Montand a pris les proportions que l'on sait », à devenir candidat à la présidence : « Je serais malhonnête de ne pas le dire. Mais en même temps, ça affole de se dire que tout d'un coup vous perdez



votre « autonomie ». Mais qui sait, Montand acceptera peut-être de sacrifier de nouveau un jour son « autonomie ». Il l'a bien fait dans sa jeunesse, quand le PCF l'a quasiment lancé comme chanteur. Alors il finira peut-être à l'Elysée...

Montand garde tout de même sa petite pointe de vernis marxiste, mais pas là où on croit : parodiant la

phrase de Marx « prolétaires de tous les pays unissez-vous », il trouve lui que « le rock est un véhicule gigantesque, il abat toutes les frontières, c'est vraiment l'internationalisme des peuples... ».

Quant au lecteur de l'interview, s'il tient jusqu'au bout, il pourra se dire : j'ai perdu mon...tand.

André VICTOR

A Gennevilliers, les résidents d'un foyer de l'ADEF font la grève des loyers.

Depuis trois mois, les locataires d'un foyer de travailleurs immigrés de Gennevilliers sont en conflit avec l'ADEF, l'organisme gestionnaire, et refusent de payer leur loyer.

A l'origine du conflit, une augmentation des loyers de 26 %, ramenée depuis à 12 %, ce qui donne quand même 684 F pour 8 mètres carrés, l'ADEF voulant, avec le soutien des pouvoirs

publics, appliquer le principe de « la vérité des prix ».

Vérité des prix ? Justement, les résidents estiment ne pas en avoir pour leur argent et reprochent un mauvais entretien du foyer. L'ADEF a d'ailleurs reconnu qu'il existait aussi des problèmes de sécurité dans le foyer. Mais elle se retranche derrière la lenteur des pouvoirs publics à débloquer les subventions néces-

saires.

Pour l'instant, les responsables de l'ADEF refusent de céder. Ils ont fait couper le gaz, réduit l'entretien au minimum et menacent, si les résidents persistent à ne pas vouloir payer, d'envoyer rien de moins que les bulldozers. Mais les résidents, sûrs de leur bon droit, ne semblent pas vouloir s'aplatir devant ces menaces.

NOUVELLE-CALÉDONIE :

Pisani joue à colin-maillard

Le député RPCR Jacques Lafleur s'indigne : une perquisition vient d'être effectuée au domicile de son frère Jean Lafleur, par les forces de l'ordre, pour retrouver paraît-il la trace des Caldoches que Pisani avait décidé d'expulser, et qui se cachent toujours quelque part.

Les disparus n'ont pas été retrouvés, ils continuent à se

moquer de Pisani, de son impuissance et de ses gendarmes.

Pisani, on s'en souvient, avait commencé, longtemps à l'avance, par prévenir les Caldoches en question qu'il avait l'intention de les expulser, leur laissant tout le temps de s'évanouir dans la nature. S'il avait commencé par demander conseil aux

policiers français qui expulsent de France des immigrés, on lui aurait sans doute répondu : « Arrêtez d'abord, expulsez ensuite ». C'est en tout cas comme cela que procède la police française.

Mais avec les Caldoches, Pisani a pris des gants ; ce qui lui a permis de recevoir une gifle, une de plus.

Alors, il peut toujours continuer à chercher...

Ville de Paris

Quand les expulsions annoncent le printemps

Avec la fin de l'hiver, les expulsions pour loyer impayé sont de nouveau autorisées. Il y aurait, pour la ville de Paris, 4 000 dossiers d'expulsion en attente, dont 600 sont exécutés dès le 15 mars.

Tous les discours démagogi-

ques sur les « nouveaux pauvres » que l'on a pu entendre pendant la vague de froid, la concurrence qui se faisait à qui trouverait un abri pour les sans-logis, semblent bien oubliés... avec le printemps et la fin de la campagne électorale.

SETEPresque transparent !

L'ancien député et actuel maire UDF de Charenton, Alain Griotteray, a été récemment inculpé d'« abus de biens sociaux ».

Les contrôleurs du fisc auraient en effet découvert des trous dans la comptabilité d'une société de publicité, la SETEP, société qui est dirigée par le beau-frère de Griotteray et dont il est lui-même actionnaire. Et il semblerait que ces trous, évalués à 800.000 F, auraient servi à payer quelques factures électorales de M. le Maire. Lequel ne dédaigne pourtant pas de se montrer moraliste en la matière, en signant par exemple, comme le signale *Le Canard Enchaîné*,

une chronique dans le *Figaro-Magazine* du 3 novembre dernier, intitulée « De l'argent pour la politique ? Oui... mais transparent !... ». Un lapsus, évidemment ! C'était « invisible » qu'il voulait dire !

Quoi qu'il en soit, voilà un petit scandale mis à jour à point nommé. Surtout que la SETEP ferait en plus partie des actionnaires de l'hebdomadaire d'extrême-droite *Minute*.

Tout y est : les magouilles électoral-financières, et les liens de l'opposition avec l'extrême-droite.

Mais, pour une fois qu'on apprend quelque chose, qui ira se plaindre d'une coïncidence aussi... transparente !

« Nos illusions perdues »

d'Adam Rayski

Adam Rayski fait partie de ces militants staliniens « repentis » qui aujourd'hui racontent leur vie, leurs déboires et qui, prétendant que le stalinisme et le communisme sont une seule et même chose, rejettent le communisme. Car pour Rayski, « le stalinisme était communiste, le communisme était et est stalinien ». Tout le problème vient de cette confusion qui a orienté toute la vie de l'auteur.

C'est dans les années 1930 que Rayski, jeune Juif polonais, issu d'un milieu très aisé, décide de choisir Marx contre Moïse, de militer pour la révolution socialiste (et c'est cela qu'il appelle aujourd'hui « rentrer en communisme »). Mais le Parti Communiste Polonais, comme les autres d'ailleurs, était déjà complètement gangrené par le stalinisme. La tradition bolchévique, léniniste, avait été remplacée par la falsification stalinienne. Les jeunes recrues, le plus souvent sincèrement révolutionnaires, n'y voyaient que du feu. Et Rayski ne semble pas avoir été troublé par les accusations de Trotsky contre la bureaucratie soviétique. Il n'en souffle mot en tout cas.

La Pologne vivait alors sous la dictature de Pilsudsky. Le Parti Communiste était interdit et Rayski fut menacé d'arrestation. Il réussit à gagner la France. Là, il entra dans l'appareil du PCF, devint journaliste à L'Humanité. Le pacte germano-soviétique le bouleversa profondément, mais comme il le dit : « Il nous fallut essayer d'expliquer l' inexplicable ».

Durant la guerre et l'occupation allemande en France,

Rayski, qui vivait le plus souvent à Paris, fut le responsable national de la section juive du PCF. Et donc l'un des principaux dirigeants de la Résistance. En même temps que le PCF cherchait à s'allier avec les fractions gaullistes de la bourgeoisie, parallèlement, les résistants juifs communistes s'allièrent avec les tendances socialistes et même religieuses au sein du CRIF, le Conseil représentatif des Israélites de France.

Au lendemain de la guerre mondiale, commença une période où Staline décida de soutenir la lutte pour la formation de l'Etat d'Israël. Rayski était enthousiaste : « Ainsi commençait une nouvelle période où il faisait bon être communiste et Juif ». Mais cette période ne durera pas, car la diplomatie soviétique changera d'alliés.

Jusqu'en 1949, Rayski vécut en France où il était le patron de la presse communiste juive en yiddish, la Naïe Presse. Mais en 1949, il décida de retourner dans son lointain pays d'origine, la Pologne, où il devint « Président du Comité de l'administration centrale des éditions de presse ». Il se retrouva « avec les prérogatives d'un secrétaire d'Etat, au cœur même des rouages du pouvoir ».

Désormais Rayski en tant que bureaucrate stalinien devint lui-même un des rouages du nouveau régime dictatorial installé en Pologne. Il admet d'ailleurs « avoir participé, contribué, même indirectement et de bonne foi, à des forfaitures dont on a honte ».

Mais si ces forfaitures provoquent chez lui un malaise, ce

n'est pas seulement pour cela qu'il a quitté la Pologne — car il y parvint — mais aussi parce qu'il prit conscience des risques encourus dans un pays où on arrête volontiers les bureaucrates et en particulier les Juifs.

De retour en France, assez rapidement Rayski décida de rompre avec le Parti Communiste. Mais ses aventures ne s'arrêtèrent pas là car la police française — complicité avec les services polonais ? — décidait de l'arrêter pour une prétendue affaire d'espionnage (pour des faits remontant à la période 1945-1947) et il passa trois ans et demi en prison de 1959 à 1963.

Depuis lors, Rayski déclara avoir pris sa retraite politique et conclut ainsi sur son passé et ses illusions politiques : « Parce que communiste sincèrement épris de liberté, je ne voulais plus me reconnaître dans ce système de pensée et de gouvernement, qui s'était arrogé l'exclusivité du Bonheur et a fini par détenir, à notre époque, le quasi-monopole mondial du malheur. Succédant au capitalisme, là où c'était possible, c'est le communisme qui porte aujourd'hui — selon l'expression de Jean Jaurès — la guerre comme les nuages portent la pluie ».

Et c'est dans ce camp des anti-communistes, des gens qui ne dénoncent les crimes du stalinisme que pour minimiser les crimes du capitalisme que Adam Rayski choisit de se ranger.

André VICTOR

Nos illusions perdues, de Adam Rayski. Ed. Balland. 322 pages. 120 F.

« Les lauriers de cendre »

de Norbert Rouland



Sous une forme romancée, ce livre de Norbert Rouland présente la vie quotidienne à Rome au début du I^{er} siècle avant notre ère, à l'apogée de la République romaine, de l'époque des guerres civiles entre Marius et Sylla jusqu'à la révolte d'esclaves dirigée par Spartacus. Son héros, Lucius, vit de 115 à 72 avant J.-C. Il appartient à l'aristocratie et les multiples épisodes de sa vie familiale et de sa carrière politique sont pour l'auteur autant d'occasions de décrire les mœurs de ce milieu : naissance, éducation, études, habillement, repas, amour, mariage, fêtes, cérémonies religieuses, procès, maisons, rues, enterrements, guerres, élections, intrigues et partis politiques, jeux du cirque, voyages par voie de terre et de mer, relations avec les esclaves, conceptions religieuses et philosophiques, etc. Certains épisodes présentent aussi de façon détaillée les mœurs des Celtes d'Irlande, la vie des esclaves dans les grandes propriétés agricoles de Sicile et l'entraînement des gladiateurs. A la suite de Lucius, nous parcourons les différents quartiers de Rome, l'Italie, la Provence et Marseille, l'Irlande, la Sicile et la Grèce. Bref, ce

roman est un memento complet de la civilisation romaine.

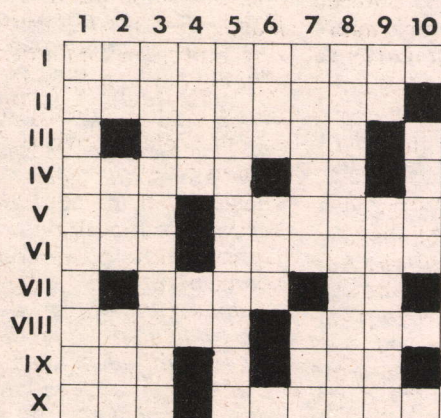
L'auteur parvient aussi à faire comprendre la profondeur des préjugés d'un Romain de bonne famille, ses craintes superstitieuses, son mépris de la plèbe romaine, sa morgue vis-à-vis des autres peuples, sa conviction que les esclaves ne sont que « du matériel doué de la parole », sans rien de vraiment humain, mais qui est absolument indispensable au fonctionnement d'une société civilisée. Au fil des aventures, on note aussi les échos des rivalités politiques pour le pouvoir, les révoltes des provinces conquises, l'impact de la civilisation grecque sur les mœurs romaines.

Norbert Rouland a voulu écrire un roman historique en respectant scrupuleusement les événements et en donnant en même temps un panorama complet de la civilisation romaine. L'expérience est réussie, car la richesse et l'exactitude de son évocation compensent largement ce qu'elle a parfois d'un peu scolaire.

Vincent GELAS

Les lauriers de cendre de Norbert Rouland. Ed. Actes Sud. 446 pages. 85 F.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Pour passer ou pour tenter le grand saut. II. Draguée et pas heureuse de l'être. III. Invariable septième. Virage. IV. Les patrons n'aiment pas ça. Une seconde fameuse. V. De droite ou de gauche, c'est pareil : n'est pas ailleurs. Dans une douzaine. VI. Un coup à finir à poil. En couches. VII. Ne font qu'un. Plaque australe. VIII. Méchant panier. Pas sans fondement. IX. Le refuge du misanthrope. N'a pas aimé se retrouver devant le peloton. X. Fin de soirées. Sa vie n'a tenu qu'à un fil.

VERTICALEMENT. — 1. Elle fait mauvais ménage avec l'abondance. 2. Il sait jouer les meilleures cartes. Une pièce qui fait une deuxième carrière. C'est pas de la petite bière. 3. Bûchant. 4. Triste ou pas, bon débarras ! Noués par les deux bouts. 5. Ouvraient grand pour mieux rejeter. 6. Le chat, lui, ne le fait pas à moitié. La joie des gastronomes. 7. Un plaisir à suivre. Personne n'aime porter son bonnet. 8. Pas seulement grecques. 9. Article. Parle comme bébé. 10. Fait dans la dentelle.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	O	R	D	I	N	A	T	E	U	R
II	T	E	N	T	A	M	E	T	R	E
III	E	L	O	P	E	R	A	I	S	
IV	R	I	G	U	E	U	R	N	T	
V	A	R	E	E	T	I	R	E	R	
VI	T	A	R	D	A	T	O	N	E	
VII	I	S	C	L	I	O	T	I		
VIII	O	S	A	I	S	I	T	N		
IX	N	E	P	A	R	A	P	T		
X	S	E	D	I	T	I	E	U	S	E

« Staline »

de Jean Aurel

Le film fait directement référence au livre écrit par Boris Souvarine sur Staline en 1935, présenté dans le film comme étant la première dénonciation du régime stalinien, passant ainsi sous silence la lutte de l'Opposition de Gauche et de Léon Trotsky, en URSS et dans le monde, dès le milieu des années 1920.

Souvarine, l'un des fondateurs du Parti Communiste Français, a dès l'époque de son livre renoncé à la révolution socialiste pour rejoindre le camp de la bourgeoisie dont il s'est voulu l'un des spécialistes « ès-communisme ». Le film reprend ses thèses, selon lesquelles le régime monstrueux de Staline n'est que la continuation du bolchévisme.

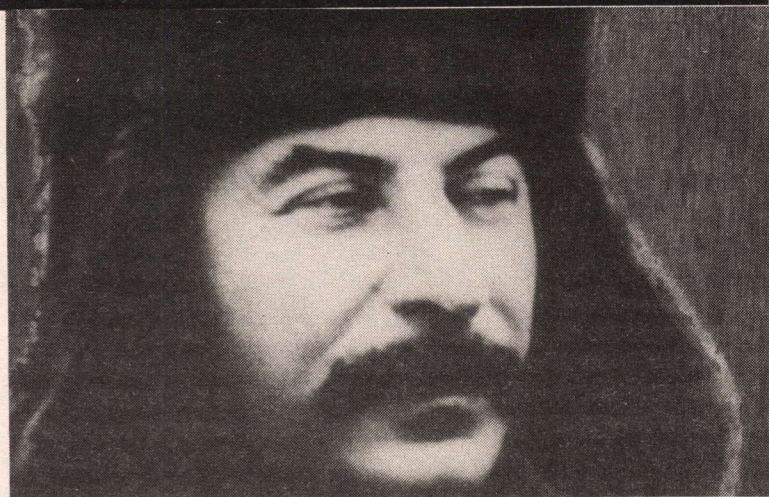
Sur des images d'archives ou des films de propagande

soviétiques, Jean Aurel, le réalisateur, nous donne une leçon d'histoire pesante et caricaturale, reprenant les thèmes les plus éculés défendus par les idéologues de la bourgeoisie.

La Révolution russe ? Celle de février est « pacifique », suivie d'une période de « bavardages et d'anarchie » pendant laquelle les bolchéviks ont eu tout loisir de comploter. Celle d'octobre n'est qu'un « coup d'Etat militaire » sur lequel on a construit une légende. Lénine ? Un fanatique assoiffé de pouvoir qui a plongé la Russie dans un bain de sang et pour qui la guerre civile de 1918-1921 n'a été qu'un prétexte à installer le régime de terreur dont il était partisan. Jean Aurel lui reconnaît la « sincérité » et « l'honnêteté », mais il a le grand tort, à ses

yeux, d'avoir préparé la voie à Staline.

Staline, le héros du film, c'est le plus grand tyran de tous les temps, responsable de la mort de plus de Russes que les nazis eux-mêmes, un être rusé, jamais pris en défaut. Ah si, une seule fois, lorsque Hitler a trompé sa confiance en rompant le pacte germano-soviétique de 1939 par l'invasion de la Russie en 1941. A côté du très méchant Staline, Hitler fait presque figure de minable. C'est ainsi que Jean Aurel lui reproche explicitement la « stupidité » d'avoir exterminé les Russes pendant la guerre. Car voyez-vous si Hitler n'avait pas, par pure stupidité nous explique-t-on, repoussé le peuple russe, tout prêt à se révolter, dans les bras



du tyran sanguinaire, la guerre aurait pu être l'occasion de débarrasser la planète de ce dictateur !

Quant à Churchill et Roosevelt, ils apparaissent comme de naïfs idéalistes à côté du « diable » Staline (le mot est dans le texte, sans ironie) qui les a toujours trompés.

Voici quelques exemples de la bouillie d'idées qui est assénée au spectateur pendant 1 h 40.

En aucun cas ce film n'aide à comprendre comment Staline a pu parvenir au pouvoir et s'y maintenir, à moins d'admettre que la ruse, la brutalité, la cruauté ou la stupidité soient les uniques explications de l'Histoire.

Par ailleurs, à l'exception de quelques séquences sur la collaboration entre Hitler et Staline, le film présente peu d'intérêt documentaire.

Claude CHARVET

Sélection télé

Samedi 23 mars

20 h 05. FR3. **Le Disney Channel** : vieux dessins animés, aventures de Zorro, video-clips, souvenirs de la maison Disney.

22 h 05. A2. **Les enfants du rock**, avec, en deuxième partie, la suite de **Black dance America**, une émission consacrée aux danseurs noirs des USA : deuxième épisode, 1900-1935.

22 h 10. **Droit de réponse** : « les fisc-frac ». Michel Polac a rencontré des contribuables heureux, ainsi que des fraudeurs et des représentants du fisc. Des histoires de gens qui ont de l'argent.

Dimanche 24 mars

20 h 35. TF1. **Les oiseaux**, film américain d'Alfred Hitchcock. La révolte des oiseaux contre les hommes.



22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit : Vers sa destinée**, film américain de John Ford (1939) avec Henry Fonda qui interprète le rôle du jeune Abraham Lincoln, futur président des Etats-Unis et avocat débutant confronté à un procès inique.

Lundi 25 mars

20 h 35. TF1. **Le train sifflera trois fois**, film américain de Fred Zinnemann avec Gary Cooper et Grace Kelly. Western. Un homme honnête et

intransigent se heurte à la lâcheté collective d'une



petite ville des Etats-Unis. « Si toi aussi tu m'abandonnes... », c'est la célèbre musique du film.

20 h 35. A2. **Le grand échiquier** avec le danseur étoile de l'Opéra de Paris, Patrick Dupond.

20 h 35. FR3. **Cap Canaille**, film français avec Jean-Claude Brialy, Bernadette Lafont. Un « polar » dans le monde sournois et implacable des grands trafiquants aux environs de Marseille.

Mardi 26 mars

20 h 35. FR3. **Docteur Françoise Gailland**, film français de Bertucelli avec Annie Girardot, J.-P. Cassel, François Périer, Isabelle Huppert. Une histoire attendrissante et qui se veut édifiante à propos d'une femme chef de service dans un hôpital apprenant qu'elle est atteinte d'un cancer.



20 h 30. A2. **Tueurs de dames**, film anglais d'A. Mackendrick (1955) avec Alec Guinness. Humour noir britannique. Une vieille dame héberge cinq gangsters qu'elle prend d'abord pour des musiciens...

Mercredi 27 mars

13 h 45. A2. **La guerre des mondes**, film américain de Byron Haskin (1952) d'après le roman de H.G. Wells.

21 h 30. TF1. **Romands d'amour**. Par petites annonces et échanges de lettres, des Suisses épousent des Mauriciennes. Certains, cyniques, cherchent en fait une femme de ménage à plein temps, d'autres y voient un moyen d'échapper à la solitude.

22 h. A2. **La lettre perdue**, téléfilm avec François Périer et Bernard Haller. Un inspecteur des impôts s'enfuit brusquement et se décide à entreprendre une psychanalyse.

23 h 35. FR3. **Urba**, deuxième numéro de ce magazine consacré à la ville. Des reportages sur « China town » (le 13^e arrondissement de Paris), sur les galeries souterraines de Lyon, le métro de l'an 2000 et les hypermarchés.

Jeudi 28 mars

20 h 35. TF1. **Au nom de tous les miens**, feuilleton d'après le roman de Martin Gray et de Max Gallo. Dernier épisode : « Le temps du bonheur », après la guerre, Martin se lance avec succès dans le commerce des antiquités...

20 h 35. A2. **Le mur de la haine**. Deuxième épisode d'une série de trois réalisée d'après le roman de John Hersey sur le ghetto de Varsovie (**La Muraille**). Echappé d'un camp de concentration, Dolek témoigne et rejoint les combattants juifs qui s'organisent.

21 h 30. TF1. **Questions à domicile** : une nouvelle émission de la rédaction de TF1. Chaque mois, Anne Sinclair invite les téléspectateurs au domicile d'une personnalité politique. Premier invité : J.P. Chevènement en direct de Belfort.

20 h 35. FR3. **Yvette**, téléfilm d'après l'œuvre de Guy de Maupassant. Adaptation et dialogues d'Armand Lanoux. Le monde des oisifs et fortunés de la fin du siècle dernier où une femme pauvre n'a de choix qu'entre le métier de cuisinière à trente sous par jour, ou celui de courtisane.



Vendredi 29 mars

21 h 50. TF1. **D'amour et d'eau chaude**, téléfilm de Jean-Luc Trotignon (prix du Meilleur scénario au festival de Chamrousse 1982). Un univers quotidien et poétique, un enchaînement de saynètes avec des dialogues et des personnages cocasses.

23 h. A2. **Haute pègre**, film américain d'Ernst Lubitsch (1932). Un couple de cambrioleurs mondains parcourent l'Europe.

20 h 35. FR3. **Vendredi : Welcome to America**, reportage de Marian Marzinski sur l'intégration mouvementée de jeunes Polonais émigrés aux USA ces dernières années.

« Le Mur de la haine » (jeudi 28/3 à 20 h 35 sur A2)

Le roman intitulé **La Muraille**, dont est tiré le feuilleton, a été écrit par John Hersey, un journaliste américain qui, correspondant de presse à la fin de la guerre, s'est trouvé à Varsovie au moment où ont été déterrées les archives du ghetto de Varsovie. En effet, une équipe d'intellectuels s'était donné comme tâche de rassembler et de cacher le plus grand nombre possible de documents, de témoignages pour qu'il reste des traces de la destruction quasi totale de la communauté juive de Pologne, parquée dans le ghetto de Varsovie, et de la résistance d'un certain nombre de Juifs.

Dans le roman de John Hersey, on voit ce que fut la vie quotidienne, et l'extermination systématique par les nazis de la communauté juive. On voit comment, parmi ces Juifs, certains se firent les auxiliaires de l'ordre nazi, tandis que d'autres continuaient à militer dans leurs organisations traditionnelles, sionistes, socialistes, com-

munistes, etc., en s'apercevant petit à petit de leur totale impuissance et du chemin que tous étaient destinés à prendre : celui des camps de la mort.

Mais John Hersey, en nous racontant tout cela, au travers des yeux de quelques personnages, réunis par des liens familiaux, par ceux de l'amitié ou plus simplement ceux de la cohabitation, arrive à montrer par quels cheminements des hommes et des femmes ordinaires allaient, à travers des événements tragiques, réagir, donner le meilleur d'eux-mêmes, devenir des combattants, et choisir de mourir en combattant plutôt qu'en victimes consentantes.

John Hersey n'a pas vécu les événements qu'il décrit. Il a pourtant réussi à les rendre d'une façon assez juste pour que les survivants du ghetto de Varsovie s'y retrouvent. Un livre à lire.

La Muraille, de John Hersey, est édité dans la collection Folio.

FILMS

« Louise l'insoumise »

de Charlotte Silvera

Ce film se situe en 1960, en France, durant la guerre d'Algérie. Une famille juive (et religieuse) tunisienne est venue s'installer dans un HLM de la banlieue parisienne. Les parents vivent complètement repliés sur eux-mêmes. Ils pensent que la famille se suffit à elle-même et qu'il vaut mieux ne pas se mêler aux « étrangers ». La mère ne sort jamais de l'appartement, pas même pour faire les courses. La seule fois où elle met les pieds dehors, c'est pour tenter de ramener sa fille qui est allée

danser. Le père, anti-arabe, anti-gaulliste, se met le soir à table devant la télé et ne parle jamais aux siens. Les trois filles n'ont le droit de sortir que pour aller à l'école et pour les courses, et elles ne doivent pas s'attarder. Bref, c'est l'étouffoir famille-maison-religion.

Si l'aînée des trois filles accepte sa vie cloîtrée, si la dernière est encore petite, en revanche la cadette, Louise, âgée d'une dizaine d'années, étouffe et se révolte contre ses parents. Pleine de vie et de gaieté, elle veut connaître le

monde qui l'entoure : cachée sous la table, elle écoute les informations à la télé. Elle s'échappe dès qu'elle peut de l'appartement, s'oppose constamment à ses parents, et les coups n'y font rien. Elle va même jusqu'à manger en cachette de la charcuterie, interdite par la religion juive.

Elle mime un jour une évasion imaginaire à ses camarades de classe, juste après avoir entendu parler de l'évasion de prison de femmes du FLN et du réseau de soutien Jeanson. Alors sa mère ne comprend



pas : elle ira même jusqu'à faire faire un électro-encéphalogramme à sa fille pour savoir si elle est normale ! Mais justement, ce que ce

film sensible, chaleureux et optimiste montre, c'est que dans l'affaire, il n'y a que Louise qui soit normale.

Marianne LAMIRAL

« La rivière »

de Mark Rydell

Une famille de jeunes paysans américains d'aujourd'hui se trouve en butte à la furie d'une rivière en crue ainsi qu'à la rapacité des grands propriétaires, banquiers, sénateurs, tous unis pour noyer derrière un barrage la vallée et les paysans avec ; mais la solidarité des paysans aura finalement le dessus.

Le film présente un des aspects de la réalité sociale des Etats-Unis d'aujourd'hui, avec ces paysans que le banquier a poussés à investir et qui ne pouvant plus vendre ne peuvent plus rembourser, avec les ventes aux enchères de fermes, les camps de toile d'expropriés et, en ville, le chômage et l'absence d'allocations. Pour s'en sortir, le héros va un temps jouer les jaunes dans une usine en grève où les conditions de travail sont très dures.

L'auteur n'a pas voulu faire de son film un cri de révolte ni un appel à la lutte mais, dit-il, « une œuvre de compassion humaine ».

Mark Rydell a ainsi voulu montrer ce qu'il a lui-même vu, comme il le disait dans une interview à Libération : « Dans toutes les fermes que j'ai visitées, les gens vivent très pauvrement. Leurs outils, leurs tracteurs, leurs véhicules sont tout dégingués. Et quand ils sont expropriés, ils se retrouvent dans des camps de tentes où ils se chauffent avec des réchauds. C'est très dur. A Birmingham, en Alabama, il y a 25 % de chômeurs... Reagan a supprimé toutes les subventions que le gouvernement apportait aux programmes sociaux ».

C'est cela aussi, la crise aux Etats-Unis.

Michel BROUSSE



ON NOUS COMMUNIQUE :

Théâtre de Dix Heures - 36, Bd de Clichy - 20 h 30 - jusqu'au 27 mars 1985 :

La compagnie Baba au Rhum présente :

Tête de Bois
d'Elisabeth Gentet
avec Marcello Leone.

« Voyage à Cythère » de Théo Angelopoulos

Un Grec, exilé de la guerre civile qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, quitte l'URSS où il a vécu 32 ans. Il rentre au pays... pour se rendre compte qu'il dérange.

Il dérange sa famille : il est obligé d'avouer qu'il a refait sa vie et épousé une Russe dont il a trois enfants alors que sa femme n'a vécu que pour son retour.

Il dérange les habitants de son village car il refuse de vendre ses terres aux promoteurs

qui veulent construire une station de sports d'hiver : or, un seul refus annule le contrat de vente collectif.

Et il finit par être à nouveau expulsé. Sa femme décide alors de l'accompagner dans ce qui sera leur dernier voyage.

Une fin symbolique, comme tout le film, qui est lassant par sa tendance à utiliser des clichés et son rythme extrêmement lent (il dure deux heures).

Sylvie MARECHAL

« Les spécialistes »

de Patrice Leconte

Au hasard d'un transfert, un petit truand qui a presque fini de purger sa peine est entraîné de force en cavale par le dangereux repris de justice auquel il est enchaîné. Cette rencontre n'est pas vraiment un hasard : le second, pour réaliser un « coup » prometteur mais réputé impossible, a besoin du premier, spécialiste en coffres-forts. Mais là n'est pas la seule explication...

Tous les ingrédients d'un scénario classique de film policier sont réunis : courses-

poursuites et cascades spectaculaires, casse délicat, flics véreux, règlements de comptes, bref, action et suspense. Et ce film est rondement mené, même si certains détails techniques lors du casse peuvent laisser le spectateur non-initié un peu perplexe. Grâce à des images choc et de multiples rebondissements, sans oublier quelques moments d'humour, ce film nous entraîne dès les premières images et nous tient en haleine jusqu'au bout.

Roger MEYNIER

Sélection cinéma

Films récents...

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur. Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Publicis Elysées 8^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo). 14 Juillet 11^e (vo). Paramount Galaxie 13^e. Paramount Gobelins 13^e. Miramar 14^e. PLM Saint-Jacques 14^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo). Paramount Maillot 17^e. Clichy Pathé 18^e.

BRAZIL.

de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir.

Forum Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Haute-

feuille 6^e (vo). Colisée 8^e (vo). Escorial 13^e (vo). Miramar 14^e (vo et vf). Sept Parnassiens 14^e (vo). Gaumont Convention 15^e.

MARCHE A L'OMBRE

de Michel Blanc

Avec Michel Blanc et Gérard Lanvin. Deux copains musiciens montent à Paris. C'est loufoque et rempli de clins d'œil et de gags.

Paramount Marivaux 2^e. George V 8^e.

EL NORTE.

de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide. UGC Odéon 6^e (vo). Marbeuf 8^e (vo).

SOLDIER'S STORY.

de Norman Jewison.

L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différentes des Noirs, face au

racisme de la société.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Impérial 2^e. Hautefeuille 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). UGC Gare de Lyon 12^e. Fauvette 13^e. Montparnasse Pathé 14^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). UGC Convention 15^e. Passy 16^e. Clichy Pathé 18^e. Images 18^e.

AMADEUS

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Impérial 2^e. Rex 2^e. Vendôme 2^e (vo). Ciné Beaubourg 3^e (vo). Cinéoches 6^e (vo). George V 8^e (vo). Escorial Panorama 13^e (vo). Montparnos 14^e. UGC Convention 15^e.

LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Forum Orient Express 1^{er}.

Rex 2^e. UGC Opéra 2^e. Odéon 6^e. Ermitage 8^e. Normandie 8^e. UGC Boulevards 9^e. UGC Gare de Lyon 12^e. Athena 12^e. UGC Gobelins 13^e. Paramount Montparnasse 14^e. Paramount Orléans 14^e. Convention St-Charles 15^e. Trois Murat 16^e. Clichy Pathé 18^e. Secretan 19^e.

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2^e.

KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie. 14 Juillet Parnasse 6^e (vo). 14 Juillet Racine 6^e (vo).

... et moins récents

LE VIEUX FUSIL.

de Robert Enrico.

La vengeance d'un chirurgien contre des soldats allemands qui ont massacré sa

famille.

Paramount Opéra 9^e. Paramount Montparnasse 14^e.

LE SALAIRE DE LA PEUR. d'Henri-Georges Clouzot, avec Yves Montand et Charles Vanel.

Pour 2 000 dollars de prime, des hommes transportent sur 500 kilomètres de la nitroglycérine destinée à souffler l'incendie d'un puits de pétrole, dans une Amérique centrale, point de rencontre d'aventuriers échoués des quatre coins du monde et de riches compagnies américaines qui exploitent la région au milieu de la misère des populations de ces pays. Saint-Germain Studio 5^e. Sept Parnassiens 14^e.

LA STRADA.

de Federico Fellini avec Giulietta Massina.

Un classique du cinéma italien. Une gamine naïve accompagne un forain, une brute qui finit un jour par avoir des sentiments humains. A voir.

Relets Logos 5^e (vo). Marbeuf 8^e (vo).

IRAN-IRAK

Les peuples s'entretuent pour les marchands de canons

Depuis trois semaines, après plusieurs mois d'accalmie, la guerre Iran-Irak est entrée dans un des épisodes les plus meurtriers de ce conflit qui dure depuis 55 mois et qui a déjà fait 1 million de morts.

Tandis que la « guerre des villes » fait chaque jour des centaines de victimes parmi les populations civiles, sur le front la « guerre des marais », dans la région d'Howeiza au sud de l'Irak, aurait déjà fait des milliers de morts : 12 000 tués ou blessés irakiens selon Téhéran, et 35 000 tués iraniens selon Bagdad.

Bien sûr, la responsabilité de cette boucherie incombe aux dirigeants réactionnaires, aux Khomeiny et aux Saddam Hussein qui tentent de faire oublier sur les champs de bataille aux populations iranienne et irakienne leurs conditions de vie misérables, exploitant à fond les sentiments nationalistes et le fanatisme religieux qu'ils contribuent à entretenir.

Mais pas seulement. La responsabilité et le caractère meurtrier de ce conflit incombent aussi dans une mesure encore plus large aux grandes puissances. Car celles-ci non seulement ne font rien pour mettre fin à ces combats meurtriers, mais au contraire, elles l'entretiennent, le nourrissent en soutenant qui un camp, qui l'autre camp (quand ce ne sont pas les deux camps à la fois).

C'est ainsi que l'URSS, les USA et aussi la France et bien d'autres Etats d'ailleurs fournissent depuis le début du conflit, pour des dizaines de milliards, soit directement, soit par pays alliés interposés, comme l'Arabie Saoudite ou l'Egypte, tout un arsenal

d'engins sophistiqués à l'un ou à l'autre camp, quand ce n'est pas aux deux en même temps. Les champs de bataille du Moyen-Orient constituent un formidable marché sur lequel les marchands de missiles, d'avions, de chars et de canons peuvent écouler leur production, en même temps qu'ils servent de terrain d'expérimentation pour ces armements.

Et c'est bien pourquoi cette guerre lointaine nous concerne plus particulièrement. Car dans ce commerce sordide, les trusts français, les Dassault, les Thomson et autre Aérospatiale se taillent une des toutes premières places pour la fourniture des armes à l'Irak. Outre 5 Super-Etendards prêtés depuis 1983 par l'armée française, 60 Mirage F1 ont été livrés à ce pays. A cela il convient d'ajouter 150 missiles Exocet, dont l'Irak ferait grande consommation, achetant en 1984 les trois quarts des Exocet produits par l'Aérospatiale. Et les industriels français insisteraient aujourd'hui auprès du gouvernement pour qu'il accorde à l'Irak des crédits avantageux, afin que ce pays puisse passer de nouveaux contrats, en particulier pour acheter des Mirage 2000.

Ainsi, depuis 5 ans, le carnage auquel se livrent les armées iranienne et irakienne remplit les coffres des trusts de l'armement, tandis que les marchands de canons peuvent tirer argument de l'ampleur des massacres pour conquérir de nouveaux clients. Car, dans cette société, qu'importe ce qu'on fabrique et ce qu'on vend : pourvu que les profits vivent, les peuples peuvent crever.

Roger MEYNIER

Quand les marchands de canons parlent de concurrence de petit calibre

En 1983 l'ensemble des pays du monde auraient dépensé entre 750 et 800 milliards de dollars pour leur armement. Cette industrie est donc l'une des plus prospères, mais c'est aussi un marché sur lequel la concurrence est des plus acharnée. En particulier lorsqu'il s'agit de vendre aux pays du Tiers Monde.

C'est pourquoi certains trusts, modifiant leur stratégie, se sont orientés vers une autre forme de marchés : les contrats de compensation (le vendeur s'engageant à

« aider » le développement économique de l'acheteur), la sous-traitance et la production sous licence, les contrats allant du simple montage de matériel militaire vendu à la livraison d'usines « clés en main ».

C'est là courir un certain risque pour les pays fournisseurs. Comme le faisait remarquer la revue *Aviation Week and Space Technology* dans un numéro de juillet 1982, « l'industrie reconnaît le risque inhérent à la pratique des compensations, mais

l'idée d'exporter généralement qu'une affaire risquée assurée vaut mieux que pas d'affaire du tout ».

Toujours est-il que les trusts des pays les plus avancés, malgré une défense jalouse de leurs brevets, n'ont pu empêcher certains pays en voie de développement de mener à bien leurs propres recherches et d'apparaître aujourd'hui comme des concurrents, pour une petite partie du moins du marché. Ainsi le Brésil, à la suite d'accords avec des sociétés allemandes, belges, françaises et italiennes, a produit et exporté toutes sortes de matériel militaire, de la mitrailleuse à l'avion anti-guérilla, en passant par les blindés, entre autres en direction de l'Iran et de l'Irak. Et certains en tirent les leçons, comme le P-DG du constructeur américain BMY : « La philosophie qu'a suivie notre industrie dans le passé a incité nombre de ces pays à devenir nos concurrents. Si nous avions été disposés à travailler avec eux en coproduction, ils n'auraient pas investi leurs ressources en recherches et développement et nous ne nous retrouverions pas aujourd'hui avec autant de produits compétitifs sur le marché mondial ».

En réalité, ces marchands de canons versent des larmes de crocodiles car, s'ils perdent quelques marchés, ils sont loin d'être perdants. La plupart des ventes d'armes des pays sous-développés, même produites par ces pays, le sont à partir de technologies, de brevets, etc., achetés à prix d'or aux grandes firmes des pays avancés.

Et si ceux-ci se plaignent de concurrence déloyale de la part des pays sous-développés, cela ne fait que traduire une situation générale : que la planète croule et meurt sous le fardeau de la production et de l'utilisation massive d'engins de mort.

Roger MEYNIER



Une recherche qui ne manque pas de crédits

Alors que l'on reparle, parmi les atrocités de la guerre Iran-Irak, de l'utilisation des gaz de combat, le gouvernement américain vient de demander au Congrès de doubler le budget affecté au développement d'une nouvelle arme chimique, soit 1,5 milliard de francs.

D'ailleurs, si les gouvernements des puissances européennes sont plus discrets quant à leurs travaux, ils n'en financent pas moins la recherche dans ce domaine. C'est ainsi que des savants britanniques ont révélé que le ministère de la Défense de leur pays utilisait les universités pour mener des travaux sur le choléra, les pluies jaunes, la fièvre de Lassa, le cyanure d'hydrogène et l'action de certaines enzymes sur le système nerveux.

Et après cela, qui dira que le capitalisme ne prépare pas l'avenir !

